



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 8 OCTOBRE 1938

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th OCTOBER, 1938

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion : 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

4183-35-9-o

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

4184-35-9-o

Lettres Patentes

"Algarsson Engineering Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre, 1938, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Galen Lee Prime, secrétaire, Ella Mary Jackson, Margaret Jost, Lyle Maude Penhold, Eunice Simpson Wight, et Juliette Arès, filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer les opérations d'ingénieurs mécaniciens;

(b) Acquérir tous brevets, permis, dessins industriels, concessions et choses de même nature, et les payer en tout ou en partie en deniers ou en actions entièrement libérées ou autres valeurs de la compagnie et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement négocier, vendre ou faire valoir la totalité ou une partie quelconque des brevets, biens, droits, permis ou renseignements acquis de cette manière;

(c) Manufacturer, acheter, vendre ou de toute manière faire le commerce et assembler et installer la totalité ou une ou plusieurs parties de toute pièce de machinerie ou dessin utilisé en rapport avec les dits brevets, sous le nom de "Algarsson Engineering Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de septembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4825

Sous-secrétaire de la Province.

Letters Patent

"Algarsson Engineering Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1938, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Galen Lee Prime, secretary, Ella Mary Jackson, Margaret Jost, Lyle Maude Penhold, Eunice Simpson Wight, and Juliette Arès, spinsters of the full age of majority, stenographers, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on the business of mechanical engineers;

(b) To acquire any patents, licenses, industrial designs, concessions and the like, and to pay for the same either wholly or partly in cash or in fully paid shares or other securities of the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to deal in, sell, or turn to account the whole or any part of the patents, property rights, licenses or information so acquired;

(c) To manufacture, buy, sell or in any manner deal in and to assemble and instal the whole or any part or parts of any article of machinery or design used in connection with such patents, under the name of "Algarsson Engineering Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of the par value of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of September, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4826-o

Under Secretary of the Province.

"Champlain Motors Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-unième jour de septembre 1938, constituant en corporation: J. Grégoire Bélanger, opticien, Léopold Ferland, agent, et Marie Jeanne Patenaude, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs dans le gros et dans le détail, dans le commerce d'automobiles, accessoires d'automobiles, et tout ce qui peut se rattacher au dit commerce d'automobiles;

Acheter, vendre et manufacturer des automobiles et des accessoires d'automobiles, ainsi que toute machine nécessaire au dit commerce, et toute manufacture ou bâtisse, ou local nécessaire au dit commerce et qui pourraient être nécessaires aux employés de la dite compagnie, ou à la dite compagnie;

Faire rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus dans la vente des parts de la compagnie, ou pour toute la formation de la dite compagnie et la conduite des affaires, pourvu toutefois, qu'aucune commission ne sera payée à aucune personne lorsqu'elle souscrira ou consentira de souscrire à la dite compagnie, pour aucune part, débenture, ou d'autres garanties de la dite compagnie;

Acheter ou aider à acheter ou à prélever les argentés nécessaires pour acheter d'autres compagnies faisant affaires dans le même commerce;

Exercer le métier de mécanicien et machiniste et faire les réparations aux machines-automobiles ou tous autres véhicules;

Faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, ainsi que tous accessoires et pièces de rechange, non usagés et usagés;

Exploiter un ou des garages et entrepôts pour remiser toutes espèces de véhicules et toutes sortes de marchandises et effets;

Ouvrir des magasins et succursales pour la vente et l'échange de toutes sortes de véhicules et leurs accessoires, en gros ou en détail, ainsi que tous autres articles qui peuvent faire l'objet d'un commerce s'y rapportant;

Faire le commerce de distributeur d'automobiles et de véhicules-moteurs de toutes sortes et de leurs accessoires, et de tous autres commerces en général s'y rapportant, sous le nom de "Champlain Motors Limited".

Le bureau principal de la compagnie projetée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Le montant du capital-actions sociale de la compagnie sera de \$50,000.00.

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2500 actions ordinaires d'une valeur de \$10.00 chacune, et de 2500 actions privilégiées de \$10.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.00.

Les dites actions privilégiées donneront droit à un dividende de 7% l'an cumulatif, payable annuellement avant qu'aucun dividende ne soit payé aux détenteurs des actions ordinaires. Elles seront rachetables au pair sur résolution des directeurs. Elles ne conféreront pas à leurs détenteurs le droit de vote ni d'assister aux assemblées.

Advenant la liquidation volontaire ou forcée ou la dissolution de la compagnie pour une autre raison, les détenteurs des dites actions privilégiées auront droit d'être remboursés du capital versé et des dividendes échus et non payés avant

"Champlain Motors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1938, incorporating: J. Grégoire Bélanger, optician, Léopold Ferland, agent, and Marie Jeanne Patenaude, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, buyers, sellers, importers and exporters both wholesale and retail of automobile and automobile supplies, and everything incidental to the said automobile business;

To purchase, sell and manufacture automobiles and automobile accessories, as well as any machine necessary to the said business, and any factory or building, or premises necessary to the said business and which may be necessary for the employees of the said company, or to the said company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in the selling of shares of the company, or the formation of the said company and the conduct of its business, provided however, that no commission be paid to any person when they shall have subscribed or agreed to subscribe to the said company, for any share, debenture or other securities of the said company;

To purchase or assist in purchasing or raising the money necessary to purchase other companies carrying on the same line of business;

To carry on the trade of mechanic and machinist and to repair motor vehicles or any other vehicles;

To deal in automobiles and other vehicles, as well as any accessories and spare parts, whether new or used;

To operate one or more garages and warehouses to store all kinds of vehicles and all kinds of merchandise and effects;

To open stores and branches for the sale and exchange of all kinds of vehicles and their accessories, wholesale and retail, as well as any other articles which may form the object of any business incidental thereto;

To carry on business as distributors of automobiles and motor vehicles of all kinds and their accessories, and any other business in general connected therewith, under the name of "Champlain Motors Limited".

The head office of the proposed company will be in Montreal, in the district of Montreal.

The amount of capital stock of the company will be \$50,000.00.

The capital stock of the company is divided into 2500 common shares of \$10.00 each, and into 2500 preferred shares of \$10.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$5,000.00.

The said preferred shares are entitled to a cumulative dividend of 7% per annum, payable annually, before any dividend be paid to the holders of the common shares. They shall be redeemable at par upon resolution of the directors. They shall not confer on the holders thereof the right to vote nor to assist at the meetings.

In the event of voluntary or forced liquidation or dissolution of the company or for any other reason, the holders of the said preferred shares shall have the right to be reimbursed the capital paid up and accrued unpaid dividends before any

qu'aucun remboursement ou paiement de dividendes ne soit payé aux détenteurs des actions ordinaires.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-et-unième jour de septembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4827-0

Sous-secrétaire de la Province.

reimbursement or payment of dividends be paid to the holders of common shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of September, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4828

Under Secretary of the Province.

"Chibougamau Centre Syndicate Incorporated"—(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1938, constituant en corporation: Honorable Pierre F. Casgrain, C.R., M.P., et Paul Ranger, C.R., tous deux avocats et conseillers en loi du Roi pour la province de Québec, et pratiquant en la cité et le district de Montréal, Georgette Chaput, fille majeure et usant de ses droits, sténographe, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la loi des Mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement des minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation.

"Chibougamau Centre Syndicate Incorporated"—(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1938, incorporating: Honourable Pierre F. Casgrain, K.C., M.P., and Paul Ranger, K.C., both advocates and King's Counsels for the Province of Quebec, and as such practising in the city and district of Montreal, Georgette Chaput, spinster of the age of majority and in the use of her rights, stenographer, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company; in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights or persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

Les actionnaires n'encourront aucun risque au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour les actions, sous le nom de "Chibougamau Centre Syndicate Incorporated" (No Personal Liability), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de septembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4829-o Sous-secrétaire de la Province.

The shareholders incur no liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Chibougamau Centre Syndicate Incorporated" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of September, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4830 Under Secretary of the Province.

"Hannes Schneider Sports of Canada Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre, 1938, constituant en corporation: John DeGaspé Audette, Louis G. Audette, avocats, et Charles Eugène Germain, gérant, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Acheter, vendre, exporter, importer, manufacturer ou autrement produire ou pourvoir à la fabrication ou à la production et faire le commerce et le négoce d'articles, vêtements et dispositifs de sport, marchandises sèches, articles de fantaisie, bric-à-brac et autres articles, effets et marchandises généralement vendus par les magasins à rayons;

b) Faire toutes les choses précitées soit comme manufacturiers, grossistes, détaillants, importateurs ou exportateurs, comme commissionnaires ou marchands à commission ou comme agents à commission ou commerciaux ou généralement comme courtiers et agents pour l'achat et la vente de commodités de toute sorte et description qui peuvent être mis sur le marché;

c) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevétés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

d) Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, manufacturiers, en rapport avec les articles mentionnés dans le paragraphe (a);

e) Exercer le commerce d'entreponeurs et d'agents d'assurance, sujet à l'approbation du surintendant de l'assurance;

f) Détenir, acheter, prendre ou autrement acquérir, soit par souscription originaire, achat par l'entremise de bourses, ventes privées ou en échange pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transférer ou autrement aliéner les parts, actions ordinaires ou privilégiées, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie, et exercer le droit de vote sur toutes les actions détenues de cette manière par l'entremise d'un ou de plusieurs agents que les directeurs pourront nommer;

"Hannes Schneider Sports of Canada Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1938, incorporating: John DeGaspé Audette, Louis G. Audette, advocates, and Charles Eugène Germain, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

a) To buy, sell, export, import, manufacture or, otherwise, produce or arrange for the manufacturing or the production of and to deal in and with sporting goods, clothing and equipment, dry goods, fancy goods, "bric-à-brac", and other goods, wears and merchandise generally sold by departmental stores;

b) To do all the foregoing things either as manufacturers, wholesalers, retailers, importers or exporters as factors or commission merchants, or as commission or commercial agents or generally as brokers and agents for the buying and selling of merchantable commodities of every kind and description;

c) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purpose of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

d) To carry on business as importers, exporters, wholesalers, retailers, manufacturers, in respect of the goods mentioned in paragraph (a);

e) To carry on business of warehousemen and insurance agents, subject to the approval of the Superintendent of Insurance;

f) To hold, purchase, take or otherwise acquire whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

g) Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens, franchises, clientèle, propriétés, droits et privilèges détenus par ou qu'à la jouissance toute personne, firme ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et les payer en tout ou en partie en deniers ou totalement ou partiellement en obligations, actions libérées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger des engagements de toute telle personne, firme ou corporation;

h) Promouvoir toute autre compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou l'une quelconque des propriétés et entreprises, de la totalité ou de l'un quelconque des engagements de cette compagnie, ou des entreprises, industries ou opérations qui paraîtront de nature à aider ou à bénéficier à cette compagnie ou à accroître la valeur des biens ou commerces de cette compagnie;

i) Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, prêter des deniers, garantir les obligations, nantir ses biens pour le bénéfice de ou autrement aider toute telle autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise ou toute autre compagnie quelconque, moyennant les termes et sujet aux conditions que les directeurs croiront convenables;

j) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie; prêter des deniers, garantir les obligations ou autrement aider toute telle personne, firme ou corporation, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute compagnie et les vendre ou les détenir, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

k) Rémunérer toute personne soit par l'émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel ou en accordant une commission pour services rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

l) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

m) Tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

n) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirables d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

o) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et désigner les per-

g) To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

h) To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company, or to enhance the value of any property or business of this company;

i) To take part in management, supervision, and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the company or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms subject to such conditions as the directors may think fit;

j) To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligation of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company and to sell or hold with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

k) To remunerate any person whether by the issue of fully paid non assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures, or other securities of the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

l) To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

m) To draw, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

n) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions, which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

o) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to

sonnes conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie, et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de tout procès ou poursuite;

p) Emettre et répartir comme entièrement libérées les actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement intégral ou partiel de tout commerce, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés dans les présentes, et avec l'approbation des actionnaires, de tous services qui lui sont rendus;

q) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie comme entreprise en exploitation ou autrement, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

r) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en nature, tous biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou valeurs des autres compagnies appartenant à la compagnie, ou que la compagnie pourrait avoir le pouvoir d'aliéner;

s) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs, lettres de change ou autrement toute autre personne, firme ou compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne, firme ou compagnie ou par toutes autres relations d'affaires;

t) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

u) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Hannes Schneider Sports of Canada Limited".

Le montant du capital total de la compagnie sera de \$1,000.00, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

1. Aucun actionnaire ne pourra transférer ses actions sans la sanction expresse des directeurs qui sera signifiée par résolution passée par le bureau;

2. Le nombre des membres (sans compter les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie étaient, durant le dit emploi, et ont continué après la fin du dit emploi d'être membres de la compagnie) sera limité à vingt (20);

3. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions ou débetures de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de septembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of any process or suit;

p) To issue and allot, as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders of any services rendered to it;

q) To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

r) To distribute among the shareholders of the company by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies Act, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

s) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise any other person, firm, or company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm, or company or by any other business relations;

t) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

u) To do all or any of the above things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Hannes Schneider Sports of Canada Limited".

The amount of the Capital Stock of the company is to be \$1,000.00 divided into 1,000 common shares of a par value of \$1.00 each.

1. No shareholder shall without the express sanction of the directors to be signified by resolution passed by the board, transfer his shares;

2. The number of members (exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who having been formerly in the employment of the company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be members of the company) shall be limited to twenty (20);

3. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Laurier Hotel Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1938, constituant en corporation: Georgette Sauvé, Rose-Anna Bernard, secrétaires, filles majeures, et Georges-Henri Lefebvre, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, échanger, vendre ou autrement en disposer des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements; exercer le commerce d'hôteliers licenciés, marchands de tabac, bière et vins, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles, et autre liqueurs, le commerce de pourvoyeurs fournisseurs pour des amusements publics d'une manière générale, le commerce de propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, équipages, propriétaires d'écuries de louage, agents d'immeubles, courtiers, messagers et gardiens d'entrepôts;

(b) Construire, acheter, opérer, louer, vendre des hôtels, appartements, logements, boutiques, manufactures, travaux, machineries, résidences, maisons de pension, buanderie, et lieux d'amusements autorisés par la loi;

(c) Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie toute propriété réelle et personnelle, mobilière ou immobilière soit à la ville ou à la campagne, spécialement lots à bâtir, fermes et jardins potagers;

(d) Agir comme agents pour des compagnies de chemins de fer et de navires et messageries, propriétaires de loges pour le théâtre et l'opéra et de toutes autres affaires exercées en rapport avec ceux-ci;

(e) Produire, manufacturer, accumuler et se servir de vapeur, gaz, air comprimé et électricité, vendre et autrement en disposer et en fournir pour l'éclairage, le chauffage et le pouvoir aux occupants de tout hôtel ou autre édifice possédés et opérés par la compagnie;

(f) Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, brevets, licences, concessions et autres choses semblables, conférant des droits exclusifs, non exclusifs ou limités, ou tout secret ou autre connaissance se rapportant à toute invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie, ou dont l'acquisition semblerait directement ou indirectement avantageuse pour cette compagnie et employer, utiliser, développer ou octroyer des licences relativement aux biens, droits et informations ainsi acquis ou autrement les faire valoir;

(g) Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, firme ou individu exerçant tout commerce semblable à celui de cette compagnie, avec aussi toute propriété immobilière, édifices, machineries, fonds de commerce, clientèle et actif d'une manière générale de telle entreprise, les payer totalement ou partiellement avec du capital entièrement libéré et non sujet à appel de la compagnie, ou en argent, bons, obligations, mortgages ou autres garanties;

(h) Se fusionner avec toute société, compagnie ou affaire ayant des objets totalement ou partiel-

"Laurier Hotel Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-second day of September, 1938, incorporating: Georgette Sauvé, Rose-Anna Bernard, secretaries, spinners of age, and Georges Henri Lefebvre, accountant, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, exchange, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms; to carry on the business of licensed hotelkeepers, dealers in tobacco, wine and beer, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, carriage, equipage and livery stables owners, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

(b) To construct, purchase, operate, lease and sell hotels, apartments, dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement authorized by law;

(c) To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, any and all urban or rural, real or personal, moveable or immoveable property, building lots, farms and market gardens;

(d) To act as agents of railway and shipping companies and carriers, theatrical and opera box office proprietors and any other business which can conveniently be carried on in connection therewith;

(e) To produce, manufacture, store and use steam, gas, compressed air and electricity, to sell or otherwise dispose of and supply the same, for light, heat and power, to the tenants of any hotel or other buildings owned and operated by the company;

(f) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(g) To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all immoveable property, buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally of such business; and to pay for the same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

(h) To amalgamate with any firm, company or concern having objects altogether or in part simil-

lement semblables à ceux de cette compagnie, sous tels termes et conditions qui pourraient être jugés à propos;

(i) Vendre, louer ou autrement disposer de toutes ou d'aucune partie des affaires et entreprises de la compagnie pour de l'argent ou du capital, bons, obligations, garanties ou actions de toute autre compagnie;

(j) Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger ou autrement disposer du capital, bons, obligations, garanties ou actions de ou dans toute compagnie exerçant des affaires dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie;

(k) Distribuer parmi les actionnaires en espèces toute propriété et actif de la compagnie, en particulier, toute action, obligations et garanties de toute autre compagnie appartenant à, ou détenues par la compagnie, et dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

(l) Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, de leurs dépendants ou des parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations;

(m) Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière qu'il pourra être de temps en temps déterminé;

(n) Acheter ou autrement acquérir et détenir des actions dans le capital actions de toute autre corporation, tel pouvoir ne pouvant être exercé que par les directeurs;

(o) Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de la réunion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter, directement ou directement à cette compagnie, et avancer des fonds à garantir les contrats ou autrement assister, toute telle personne, firme ou compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

(p) Rémunérer au moyen d'une commission ou autrement, toutes personnes ou corporations, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription du capital de la compagnie, de ses obligations, bons, ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la gestion de ses affaires;

(q) Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement de services rendus ou à être rendus à cette compagnie, en paiement de franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence ou contrat, immeubles, capital, bons, obligations ou autre propriété et droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs ici accordés; émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

(r) Importer, exporter, manufacturer, vendre des marchandises, des produits et effets de toute espèce;

(s) Agir comme agent et courtier pour l'achat, la vente, l'administration de toute propriété, commerce ou entreprise;

(t) Faire demande pour acquérir ou exercer, mettre à exécution et se prévaloir de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorités, concession, droit ou privilège, que tout gouver-

ar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

(i) To sell, lease, or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business and undertaking for cash or for the stock, bonds, debentures, securities or shares of any other company;

(j) To acquire, hold, lease, sell, exchange, or otherwise dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects in whole or in part similar to those of this company;

(k) To distribute among the shareholders, in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to or held by the company or which the company may have power to dispose of;

(l) To establish or support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds or conveniences calculated to benefit the present employees, and ex-employees of the company or the dependants or connections of such persons; to grant pensions allowances or annuities;

(m) To invest any moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

(n) To purchase or otherwise acquire and hold shares in the capital stock of any other corporation; such power to be exercised by the directors only;

(o) To enter into any arrangement for sharing of profits, or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to carry on, or any business, or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to advance money to or guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, re-issue (with or without warranty) or otherwise deal with the same;

(p) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the capital stock of the company or any debentures, bonds or other securities of the company, in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(q) To issue as fully or partly paid up, shares of the company in payment or part payment of services rendered or to be rendered to the company, and in payment of any franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and to issue and assign bonds for the same purposes;

(r) To import, export, manufacture, sell merchandise, products and goods of every kind in connection with the business of the company;

(s) To act as agents and brokers for the purchase, sale, management of any property, business or undertaking;

(t) To apply for, acquire, exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, rights or privileges which any government or any other municipal

nement ou tout autre pouvoir public, municipal ou autre, ou toute corporation ou compagnie peut avoir le pouvoir de mettre en vigueur, faire ou accorder et affecter aucune partie des actions, obligations ou actif de la compagnie au paiement et règlement des frais, charges, dépenses nécessités par cette compagnie;

(u) Prélever et aider à prélever pour aider au moyen de bonus, emprunts, billets, endossements, se porter garant pour l'exécution des contrats, le règlement des dettes, aider et assister de toute autre manière toute personne, maison de commerce, compagnie ou corporation, avec laquelle ou dans laquelle la compagnie peut être intéressée financièrement, ou avec laquelle elle peut avoir des relations commerciales, et agir comme employé, agent ou gérant de telle compagnie, corporation ou maison de commerce;

(v) Prendre part à toute entente pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, projet commun, concession réciproque toute autre chose avec toute personne ou compagnie engagée ou faisant affaires ou ayant l'intention de ce faire, dans tout commerce ou toute transaction dans lesquelles cette compagnie est autorisée à s'engager et qui seraient de nature à augmenter de quelque valeur que ce soit la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie;

(w) Faire toute chose utile ou nécessaire ou jugée à propos pour atteindre l'un ou plusieurs des buts énumérés aux présentes ou qui pourront être en tout temps jugés utiles, nécessaires ou à propos pour le bénéfice ou la protection de la compagnie, soit comme propriétaire de tout bien ou y ayant quelques intérêts;

(x) Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires se rapportant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

(y) Faire toute ou chacune des choses présentement autorisées, soit seule ou conjointement avec d'autres comme agent ou représentant;

(z) Les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restrictifs par allusion ou en raison des termes d'aucun autre paragraphe; sous le nom de "Laurier Hotel Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de septembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4833-o

Sous-secrétaire de la Province.

or other public power or any corporation or company may have the power to exercise, make or grant, and to appropriate any part of the shares, bonds and assets of the company to the payment and settlement of the costs, charges, expenses necessitated by this company;

(u) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, notes, endorsements guarantee the execution of contracts, the settlement of debts, aid and assist in any other manner any person, firm company or corporation with which or in which the company, may be financially interested or with which it may have business dealings and to act as employee, agent or manager of any such company, corporation or firm;

(v) To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company engaged in or carrying on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or calculated to enhance in any manner the value of the properties or assets of the company;

(w) To do all things useful or necessary or suitable for the attainment of any or several of the objects enumerated herein or which may at any time appear useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company, either as proprietor of or interested in any property;

(x) To do all acts, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

(y) To do all and any of the things hereby authorized either alone or in conjunction with others, as agents or representatives;

(z) The powers mentioned in any of the foregoing paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Laurier Hotel Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of September, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4834

Under Secretary of the Province.

"Loyal Holdings Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223 S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1938, constituant en corporation: Henri Crépeau, C.-R. Andrée Boulay, sténographe, fille majeure, et Jean-Paul Lavallée, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Faire, conduire et exercer, d'aucune façon ou manière quelconque, le commerce et les activités d'une compagnie de contrôle et de placements;

"Loyal Holdings Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-second day of September, 1938, incorporating: Henri Crépeau, K.C., Andrée Boulay, stenographer, spinster of age, and Jean Paul Lavallée, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of an holding and investment company;

(b) Placer, acheter, prendre en échange, souscrire à forfait, souscrire ou demander, acquérir par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et détenir pour placement, vendre, échanger, transférer, céder, louer et/ou autrement aliéner ou disposer, réaliser et faire valoir et généralement négocier et faire le commerce, en aucune façon ou manière quelconque, des actions, titres, bons, débentures, actions-débentures, notes, obligations, titres de créance et autres valeurs de toute nature et description, et tous droits et/ou intérêts en iceux, et généralement tous biens, réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, et aucun et tous droits, privilèges et intérêts en iceux ou s'y rapportant, présents ou futurs, et tous autres biens et actif en quelque endroit qu'ils soient situés, et changer, modifier ou varier tels placements de temps à autre et en réinvestir les produits;

(c) Exercer et exploiter, d'aucune façon ou manière quelconque, le commerce qui consiste à promouvoir, organiser, établir, gérer, administrer et exploiter des opérations commerciales et industrielles, risques commerciaux et entreprises d'aucune et toutes sortes;

(d) Agir comme agent de finance ou de commerce pour des corporations domestiques ou étrangères, individus, sociétés ou associations;

(e) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou qu'elle désire exercer et émettre des actions libérées et/ou des obligations en paiement du prix d'achat;

(f) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(g) Distribuer, en espèces ou autrement comme dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, actions-débentures, certificats, débentures et/ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(h) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(i) Louer, vendre, ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération, que la compagnie pourra croire convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(j) Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues lors de la formation et de l'incorporation de la compagnie et le prélève.

(b) To invest in, purchase, take in exchange, underwrite, subscribe or apply for, acquire by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and to hold for investment, sell, exchange, transfer, assign, lease and/or otherwise alienate or dispose of, realize upon and turn to account and generally deal in and with, in any way or manner whatsoever, shares, stocks, bonds, debentures, debenture stocks, notes, obligations, evidences of indebtedness and other securities of every kind and description, and any rights and/or interests therein, and generally any property, real or personal moveable, immoveable or mixed, and any and all rights, privileges and interests therein or connected therewith, present or future and any other property and assets wheresoever located, and to change, alter or vary any investments from time to time and to reinvest the proceeds thereof;

(c) To carry on and engage in, in any way or manner whatsoever, the business of promoting, organizing, establishing, managing, administering, and operating commercial and industrial businesses, ventures and enterprises of any and all kinds;

(d) To act as financial or business agent for domestic or foreign corporations, individuals, partnerships or associations;

(e) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized or desires to carry on and to issue paid up shares and/or bonds in payment or part payment therefor;

(f) To enter into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(g) To distribute in specie or otherwise by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debenture stock, scrips, debentures and/or other securities received as a consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(h) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(i) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular any shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(j) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising

ment de son capital-actions ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour en payer le coût;

(k) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les donner en garantie, grever, vendre ou autrement en disposer;

(l) Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et dépens nécessaires;

(m) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour service rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(n) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(o) Exploiter toute autre industrie ou exercer toute autre activité soit manufacturière ou autrement, que la compagnie jugera incident ou avantageux à la réalisation de ses objets ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, sous le nom de "Loyal Holdings Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 20,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cent mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de septembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4835-o

Sous-secrétaire de la Province.

of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(k) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(l) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect; and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(m) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(n) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(o) To carry on or engage in any other business or activity whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company to be incidental or conducive to the attainment of its purposes or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products, under the name of "Loyal Holdings Corporation".

The capital stock of the company shall be divided into 20,000 shares, without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is one hundred thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of September, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4836

Under Secretary of the Province

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat National Catholique de la Nouveauté", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du vingt-quatre septembre 1938.

Le siège principal de la société est à 19, rue Caron, Québec, P. Q.

JEAN BRUCHESI,

4891-o

Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notice

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique de la Nouveauté", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on the twenty-fourth of September, 1938.

The principal place of business of the association is at 19 Caron Street, Quebec, P. Q.

JEAN BRUCHESI,

4892

Under Secretary of the Province

La formation d'une société sous le nom de "L'Union Nationale Catholique des Employés de Pompes Funèbres des Trois-Rivières et District," pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du premier septembre 1938.

Le siège principal de la société est à Trois-Rivières, P. Q.

4893-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "L'Union Nationale Catholique des Employés de Pompes Funèbres des Trois-Rivières et District," for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on September 1st, 1938.

The principal place of business of the association is in Trois-Rivières, P. Q.

4894 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 7-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rivière-du-Loup.

2. La région de Rivière-du-Loup comprend la cité de Rivière-du-Loup.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 7-E-38 de la dite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4851-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 7-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, September 28, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rivière du Loup;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rivière du Loup.

2. The region of Rivière du Loup includes the city of Rivière du Loup.

3. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver milk, to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart. As far as concerns boarding houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 7-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
Québec, September 28, 1938. 4852-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 11-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Drummondville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2. La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham et Saint-Joseph-de-Grantham.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de \$2.15 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème."

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 11-E-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4853-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 14-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Order No. 11-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 28, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Drummondville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham, and Saint Joseph de Grantham.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis, which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of \$2.15 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 11-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry Commission
Quebec, September 28, 1938. 4854-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Order No. 14-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 28, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2. La région de Sorel comprend la cité de Sorel.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-huit sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 14-E-38 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938 et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M. H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4855-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 16-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$2.00 net.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty eight cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 14-E-38 published in the *Quebec Official Gazette*, dated May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4856-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 16-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting, of Wednesday, September 28, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un quart de mille en profondeur contiguë à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles-Borromée et du village Saint-Pierre.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 la ferme du producteur ou \$2.25 la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-six sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

6. Il ne pourra être fait qu'une livraison de lait par jour, par les marchands de lait, durant la période du 15 octobre au 1er mai.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 16-E-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4857-o

2. The region of Joliette includes the city of Joliette and a strip of land a quarter of a mile deep bordering on the city of Joliette and forming part of the municipalities of Saint Charles Borromée and village Saint Pierre.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.15 farm of producer or \$2.25 business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-six cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

6. Only one delivery of milk can be made by milk dealers during the period from October 15 to May 1st.

The present order cancels Order No. 16-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for May 28th, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4858-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 26-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Charny.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charny.

2. La région de Charny comprend la municipalité du village de Charny et celle de la paroisse de Saint-Romuald-d'Étchemin, toutes deux dans le comté de Lévis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 26-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, September 28, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Charny.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charny.

2. The region of Charny includes the municipality of the Village of Charny and that of the parish of Saint Romuald d'Étchemin, both in the county of Lévis.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk at

à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, dix sous la pinte, vingt sous le pot et quarante sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 26 E-38 de cette Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4859-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 27-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Chicoutimi;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Chicoutimi.

2. La région de Chicoutimi comprend la cité de Chicoutimi, et la municipalité de village de Rivière-du-Moulin.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B., la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de

prices inferior to five cents a pint, ten cents a quart and forty cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 26-E-38 of said Commission, published in the *Official Gazette of Québec*, May 28th, 1938, and comes into force on October 15th, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Québec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
Québec, September 28, 1938. 4860-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 27-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Chicoutimi;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Chicoutimi.

2. The region of Chicoutimi includes the city of Chicoutimi, and the village municipality of Rivière du Moulin.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.25 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no persons shall, within the limits of the region of

Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre et demi sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 27-E-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 28 septembre 1938. 4861-o

Chicoutimi, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 27-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission,
Quebec, September 28, 1938. 4862-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 29-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie Lai-
tière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Cowansville.

2. La région de Cowansville comprend les
municipalités de la ville de Cowansville et du
village de Sweetsburg.

3. Tout marchand de lait cru doit payer di-
rectement à ses fournisseurs-producteurs, pour
chaque cent livres de lait dosant 3.25% de ma-
tières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10 net
F.A.B. la ferme du producteur.

Tout marchand de lait pasteurisé doit payer
directement à ses fournisseurs-producteurs, pour
du lait dosant 3.25% de matières grasses, \$2.00
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand
pour chaque cent livres de lait.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait
à des prix inférieurs à quatre sous et demi la
chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à
une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un
marchand ou à tout autre établissement de com-
merce, à des prix inférieurs à quatre sous la
chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 29-E-38 de ladite Commission, publiée dans

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 29-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938,
held in the office of the Dairy Industry Commis-
sion in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Cowansville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the
municipalities of the town of Cowansville and of
the village of Sweetsburg.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to
his producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk on a 3.25% butterfat basis which he
receives from them, \$2.10 net F.O.B. farm of
producer.

Any pasteurized milk-dealer must pay directly
to his producer-suppliers, for each hundred
pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which
he receives from them, \$2.00 net F.O.B. business
place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Cowansville, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to four and a half cents a pint and nine
cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any
other business establishment, at prices inferior to
four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 29-E-38
of said Commission, published in the *Official*

la *Gazette officielle de Québec* du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 28 septembre 1938. 4863-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 30-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie Lai-
tière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Mare-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Crabtree;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Crabtree.

2. La région de Crabtree comprend l'arrondis-
sement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse
de Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses producteurs-fournisseurs, pour chaque
100 livres de lait dosant au moins 3.25% de ma-
tières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net
F.A.B. la ferme du producteur ou \$2.25 net
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Crabtree, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine,
neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
en bidon à un prix inférieur à vingt-six sous le
gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit
pas inférieure à trois gallons.

6. Il ne pourra être fait qu'une seule livraison
de lait par jour, par les marchands de lait, durant
la période du 15 octobre au 1er mai.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 30-E-38 de ladite Commission, publiée dans
la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et
entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 28 septembre 1938. 4865-o

Gazette of Quebec, for May 28, 1938, and comes
into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission,
Quebec, September 28, 1938. 4864-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 30-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938,
held in the office of the Dairy Industry Commis-
sion in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners,
Mare H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Crabtree;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Crabtree.

2. The region of Crabtree includes the district
of Crabtree Mills, situated in the parish of Sacred
Heart of Jesus of Crabtree Mills.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each 100 pounds of milk
on a 3.25% butterfat basis or more which he
receives from them, \$2.15 net F.O.B. farm of
producer or \$2.25 net F.O.B. business place of
said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Crabtree, offer, sell or deliver milk at prices in-
ferior to four and a half cents a pint, nine cents a
quart and thirty-six cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in
bulk at a price inferior to twenty-six cents a
gallon, provided the quantity sold is not inferior
to three gallons.

6. Only one delivery of milk can be made by
milk dealers during the period from October 15
to May 1st.

The present order cancels Order No. 30-E-38
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette*, for May 28, 1938, and comes into
force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission,
Quebec, September 28, 1938. 4866-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 31-H-38

Order No. 31-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Danville;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Danville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Danville.

2. La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, situé dans le comté de Richmond.

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteilles à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidons à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon pour toute quantité d'au moins un gallon, et pour toute quantité inférieure à un gallon, le prix sera celui fixé par l'article 3 de la présente ordonnance.

4. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents per gallon for any quantity of at least one gallon, and for any quantity inferior to one gallon, the price will be that fixed by article 3 of the present order.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 31-E-38, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938 et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

The present order cancels Order No. 31-E-38 published in the *Quebec Official Gazette*, of May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certifié,

Certified,

M.-H. HUDON.

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4867-o

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4868-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 33-H-38

Order No. 33-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Donnacona;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Donnacona;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

2. La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contiguë à l'est de la dite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écureuils.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.05 net et tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.95 net.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à sept sous et demi la pinte et trente sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 33-E-38, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4869-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 36-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Jonquière;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Jonquière.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and, adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five "arpents" deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.05 net and any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.95 net.

4. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to seven and a half cents a quart and thirty cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon.

The present order cancels Order No. 33-E-38, published in the *Quebec Official Gazette*, of May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON.

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4870-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 36-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Jonquière;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Jonquière.

2. La région de Jonquière comprend les villes de Jonquières et de Kénogami et la cité d'Arvida.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net F.A.B., place d'affaires du marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquières, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre et demi sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 36-E-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4871-o

2. The region of Jonquière includes the towns of Jonquières and Kénogami and the city of Arvida.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.25 net F.O.B., business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.15 net F.O.B., farm of producer-supplier.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Jonquière, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Jonquière, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 36-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated May 28, 1938, and comes into force on October 15th, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4872-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 39-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Loretteville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Loretteville.

2. La région de Loretteville comprend la municipalité du village de Loretteville, la ville de Château-d'Eau, et le territoire de la réserve indienne, généralement connu sous le nom de "village Huron".

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Loretteville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, dix sous la pinte, vingt sous le pot et quarante sous le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 39-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Loretteville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Loretteville.

2. The region of Loretteville includes the village municipality of Loretteville, the town of Château-d'Eau and the territory of the Indian Reservation, generally known as the "Huron Village".

3. No person shall, within the limits of said region of Loretteville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint, ten cents a quart and forty cents a gallon.

4. Nulle livraison de lait ne pourra être faite par les laitiers après 11 heures a.m., heure solaire.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 39-E-38 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4873-o

4. No milk dealer shall deliver milk after 11 a.m., Eastern standard time.

The present order cancels Order No. 39-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4874-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 46-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Le prix du lait vendu et livré en bidon aux communautés religieuses ne pourra être inférieur à \$2.40 les cents livres.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances de ladite Commission concernant la région de Rimouski, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M. H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4875-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 46-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. The price of milk sold in bulk to Religious Institutions will not be inferior to \$2.40 for each 100 pounds.

The present order cancels all previous orders of said Commission, concerning the region of Rimouski, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4876-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
PROVINCE DE QUÉBEC OF QUÉBEC

Ordonnance No 47-H-38

Order No. 47-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Roberval;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Roberval;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Roberval.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Roberval.

2. La région de Roberval comprend la cité de Roberval.

2. The region of Roberval includes the city of Roberval.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Roberval, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of the region of Roberval, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 47-E-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

The present order cancels Order No. 47-E-38 of said Commission, as published in the *Quebec Official Gazette* of May 28, 1938, and comes into force on October 15th, 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M. H. HUDON.

Certified,
M. H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 28 septembre 1938. 4877-o

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4878-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
PROVINCE DE QUÉBEC OF QUÉBEC

Ordonnance No 48-H-38

Order No. 48-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Stanstead;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Stanstead;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Sauf les dispositions de l'article 4 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

3. Save the provisions of article 4 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à un prix inférieur à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 48-E-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mai 1938 et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4879-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 49-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sutton, comté de Brome;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sutton.

2. La région de Sutton comprend la municipalité du village de Sutton.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 49-E-38 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4881-o

4. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 48-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON.

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4880-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 49-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sutton, in the county of Brome;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sutton.

2. The region of Sutton includes the municipality of the village of Sutton.

3. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer, or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 49-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of May 28, 1938, and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON.

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4882-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 53-H-38

Order No. 53-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Thetford;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Thetford;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Thetford.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Thetford.

2. La région de Thetford comprend la cité de Thetford-Mines et la municipalité de Thetford-Sud.

2. The region of Thetford includes the city of Thetford-Mines and the municipality of Thetford-South.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Thetford, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 53-E-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

The present order cancels Order No. 53-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of May 28, 1938, and comes into force on October 15th, 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

M. H. HUDON.

M. H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4883-o

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4884-o*

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 60-H-38

Order No. 60-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterville, comté de Sherbrooke;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterville, county of Sherbrooke;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterville.

2. La région de Waterville comprend la municipalité du village de Waterville.

2. The region of Waterville includes the municipality of the village of Waterville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Waterville, et entre en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M. H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4885-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 62-H-38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 septembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bagotville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bagotville.

2. La région de Bagotville comprend les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred et la municipalité du village de St-Alexis-de-la-Grande Baie, dans le comté de Chicoutimi.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B. ferme du producteur.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Bagotville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 octobre 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 28 septembre 1938. 4887-o

3. No person shall, within the limits of said region of Waterville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels all other orders concerning the region of Waterville and comes into force on October 15, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4886-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 62-H-38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, September 28th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bagotville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Bagotville.

2. The region of Bagotville includes the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, and the village municipality of St. Alexis de la Grande Baie, in the county of Chicoutimi.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.25 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. farm of producer.

5. No person shall, within the limits of the region of Bagotville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

The present order will come into force on October 15th, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 28, 1938. 4888-o

Bureau-chef

Chief Office

"LES ENTREPRISES EQUITABLES LTÉE"
"THE EQUITABLE ENTERPRISES LTD"

Avis est donné que la compagnie "Les Entreprises Equitables Ltée" "The Equitable Enterprises Ltd", constituée en corporation le vingt-unième jour de juillet 1938, a établi son bureau au No 70, rue St-Paul, en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt-septième jour de septembre 1938.

"LES ENTREPRISES EQUITABLES LTÉE"
"THE EQUITABLE ENTERPRISES LTD",

Par le président,

4895-o

GEORGES PARENT.

"LES ENTREPRISES EQUITABLES LTÉE"
"THE EQUITABLE ENTERPRISES LTD"

Notice is given that the company "Les Entreprises Equitables Ltée" "The Equitable Enterprises Ltd", incorporated the twenty-first day of July, 1938, has established its office at No. 70 St. Paul Street, in the City of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-seventh day of September, 1938.

"LES ENTREPRISES EQUITABLES LTÉE"
"THE EQUITABLE ENTERPRISES LTD",

Per GEORGES PARENT,

President.

4896

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général intérimaire et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie Anglo-Indian Investment Corporation, constituée en corporation par lettres patentes en date du dix mai 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1938, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trois octobre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4837-o

Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Acting Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Anglo-Indian Investment Corporation", incorporated by letters patent dated the tenth of May, 1935.

Notice is also given that from and after the first of October, 1938, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third of October, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4838

Under Secretary of the Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général intérimaire et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Consolidated Funds Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt octobre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1938, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trois octobre 1938.

JEAN BRUCHESI,

4839-o

Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Acting Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Consolidated Funds Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth of October, 1930.

Notice is also given that from and after the first of October, 1938, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third of October, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4840

Under Secretary of the Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général intérimaire et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Falkirk Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorze août 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1938, la dite compagnie a pris fin.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Acting Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Falkirk Investments Limited", incorporated by letters patent dated the fourteenth of August, 1935.

Notice is also given that from and after the first of October, 1938, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce trois octobre 1938.

4841-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général intérimaire et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "George Christie (Canada) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du six octobre 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1938, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce trois octobre 1938.

4843-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général intérimaire et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Gold Mining Syndicate Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit juillet 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1938, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce trois octobre 1938.

4845-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général intérimaire et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sydney McCune Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du treize juin 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1938, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce trois octobre 1938.

4847-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

THE COMMUNITY PLAYERS OF MONTREAL, INCORPORATED

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de la loi des Compagnies de Québec, la compagnie "The Community Players of Montreal, Incorporated" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en Conseil, en vertu de la section 25 de la dite loi, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 5ème jour d'octobre 1938.

4919 Le secrétaire,
BROOKE CLAXTON.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this third of October, 1938.

4842 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Acting Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the company "George Christie (Canada), Ltd.", incorporated by letters patent dated the sixth of October, 1923.

Notice is also given that from and after the first of October, 1938, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this third of October, 1938.

4844 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Acting Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the company "Quebec Gold Mining Syndicate Limited", incorporated by letters patent dated the eighth of July, 1932.

Notice is also given that from and after the first of October, 1938, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this third of October, 1938.

4846 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Acting Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the company "Sydney McCune Incorporated", incorporated by letters patent dated the thirteenth of June, 1929.

Notice is also given that from and after the first of October, 1938, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this third of October, 1938.

4848 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

THE COMMUNITY PLAYERS OF MONTREAL, INCORPORATED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act The Community Players of Montreal, Incorporated hereby gives notice that it will make application forthwith to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Council, under Section 25 of the said Act for acceptance of the surrender of its charter.

Dated at Montreal this 5th day of October,
1938.

4920-o BROOKE CLAXTON,
Secretary.

RENARDIÈRE ST-LÉONARD LIMITÉE

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie Renardière St-Léonard Limitée donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira fixer.

Montréal, le 26 septembre 1938.

Le président,

NAP. DANDENAULT.

Le secrétaire,

ADELARD THIBAUT.

dûment autorisés suivant résolution adoptée par le bureau de direction à une assemblée tenue à Montréal, la quatorzième jour de septembre mil neuf cent trente-huit.

4897-o

RENARDIÈRE ST-LÉONARD LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, Renardière St-Léonard Limited hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, 26th September, 1938.

NAP. DANDENAULT,

President,

ADELARD THIBAUT,

Secretary.

duly authorized by resolution of the Board of Direction adopted on the fourteenth of September, 1938.

4898-o

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 1234-38

Québec, le 28 septembre, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Castagnier," dans le comté de l'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Dans le canton Duvernay, les lots 44 à 53 incl. du rang IX et les lots 9 à 53 incl. du rang X; dans le canton Castagnier, les lots 9 au Lac Castagnier dans le rang I; du Lac Harricana au Lac Castagnier dans le rang 2; du Lac Harricana au lot No 59 incl. dans les rangs III et IV; les lots Nos 26 à 43 incl. dans les rangs V et VI.

4779-39-2-o

No. 1234-38

Quebec, September 28th, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Castagnier" in the County of Abitibi, the territory hereinbelow described, to wit:

In the Township of Duvernay, lots 14 to 53 incl. of Range IX and lots 9 to 53 incl. of Range X; in the Township of Castagnier, lots 9 to Lake Castagnier in Range I; from Lake Harricana to Lake Castagnier in range II; from Lake Harricana to lot 59 incl. in Ranges III and IV; lots Nos. 26 to 43 incl. in Ranges V and VI.

4780-39-2

No 770-38

Québec, le 28 septembre, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de: "La municipalité scolaire de La Ferme," dans le comté de l'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Le lot No 37 aux limites du canton dans le rang X du canton de Villemontel; le lot No 36 aux limites du canton dans les rangs, I, II, du canton de Trécesson; les lots 32 aux limites du canton dans les rangs III, IV, V et VI du même canton; les lots Nos 53, 54, 55, 62A, 62B, du rang VII du même canton; les lots 1 à 9 incl. des rangs IX et X du canton de Figuery; les lots Nos 1 à 15 inclusivement des rangs I, II, III, IV, du canton de Dalquier.

4781-39-2-o

No. 770-38

Quebec, September 28th, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of: "The school municipality of La Ferme," in the county of Abitibi, the territory hereinafter described, namely:

Lot No. 37 to the boundary of the township in range X of the township of Villemontel; lot No. 36 to the boundary of the township in ranges I, II, of the township of Trécesson; lots 32 to the boundary of the township in ranges III, IV, V and VI of the same township; lots Nos. 53, 54, 55, 62A, 62B, of range VII of the same township; lots 1 to 9 inclusively of ranges IX and X of the township of Figuery; lots Nos. 1 to 15 inclusively of ranges I, II, III, IV, of the township of Dalquier.

4782-39-2

No 1322-38

Québec, le 23 septembre 1938.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de: "Les Etroits-du-Lac-Long" dans le comté de Témiscouata, en celui de: "La municipalité scolaire Les Etroits".

4783-39-2-o

No. 1322-38

Quebec, September 23rd, 1938.

Application is made to change the name of the school municipality of: "Les Etroits-du-Lac-Long", in the county of Témiscouata, to that of "The school municipality of Les Etroits".

4784-39-2

No 1090-38

Québec, le 23 septembre 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Beauce, le lot 8a du rang

No. 1090-38

Quebec, September 23rd, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of the Parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the County of Beauce, lot 8a of Range

VII du canton de Broughton et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Broughton, même comté. 4785-39-2-o

VII of the township of Broughton and to annex the same to the School Municipality of St-Pierre de Broughton, same county. 4786-39-2

No 1038-38

Québec, le 27 septembre 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Broughton, dans le comté de Beauce, le lot No 30 du seizième rang de Leeds et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Séverin, même comté. 4787-39-2-o

No. 1038-38

Quebec, September 27th, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Pierre-de-Broughton, in the County of Beauce, lot number 30 of the sixteenth range of Leeds, and to annex the same to the School Municipality of St-Severin, same county. 4788-29-2

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

ANNEXION A LA CITÉ DE DRUMMONDVILLE Comté de Drummond

ANNEXATION TO THE CITY OF DRUMMONDVILLE County of Drummond

A qui les présentes peuvent concerner:

Le territoire annexé à la cité de Drummondville par le règlement numéro 246 de ladite cité, lequel règlement est entré en vigueur à compter de la publication d'un avis donné à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec* du 1er octobre 1938, à la page 3339, est le suivant:

"Un territoire situé dans le canton de Grantham, dans le comté de Drummond, comprenant dans le 3ième rang en référence au cadastre officiel pour le dit canton les lots et parties de lots originaux suivants: la partie du lot 153 située au sud-ouest du prolongement de la ligne séparative des lots 150 et 151, le lot 156 moins la partie située à l'ouest de la rivière Noire, le lot 157, les parties des lots 158, 159 et 160A situées au nord-est de la rivière Noire, les lots 160C, 160D, 161A, 161B, 161C, 161D, 161E, 161F, 162A, 162B, 163, 166B, 166C et la partie du lot 167 située à l'est de la rivière Noire avec toutes leurs subdivisions et la partie du lot 164 (droit de voie du chemin de fer Canadien-Pacifique) située entre la rivière Noire et le chemin de front du 3ième rang; les limites du dit territoire se décrivant comme suit, à savoir: partant d'un point sur le côté nord-est du chemin de front du 3ième rang dans le prolongement de la ligne séparative des lots 153 et 156; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: le dit prolongement et la dite ligne séparative des lots 153 et 156 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 150 et 151 à travers le lot 153, ce dernier prolongement jusqu'à la ligne sud-est du lot 153, cette dernière ligne jusqu'au côté nord-est du chemin de front du 4ième rang, le dit côté nord-est du chemin de front du 4ième rang et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Noire, le dit axe de la rivière Noire jusqu'au prolongement du côté nord-est du chemin de front du 3ième rang, ledit prolongement et le dit côté nord-est du chemin de front du 3ième rang en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ; avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites."

Québec, ce cinquième jour du mois d'octobre 1938.

Le ministre des Affaires municipales,
de l'industrie et du commerce,
4911-o J. BILODEAU. 4912

To whom these presents may concern:

The territory annexed to the city of Drummondville by by-law number 246 of the said city, which said by-law has come into force on and from the publication of a notice given to this effect in the *Quebec Official Gazette* of October 1st, 1938, on page 3339, is the following:

"A territory situate in the township of Grantham, in the county of Drummond, comprising, in the 3rd range, with reference to the official cadastre for the said township, the following lots and parts of original lots: the part of lot 153 situate to the Southwest of the production of the divisional line of lots 150 and 151, lot 156 less the part situate to the West of Black river, lot 157, the parts of lots 158, 159 and 160A situate to the Northeast of Black river, lots 160C, 160D, 161A, 161B, 161C, 161D, 161E, 161F, 162A, 162B, 163, 166B, 166C and the part of lot 167 situate to the East of Black river with all their subdivisions and the part of lot 164 (Canadian Pacific Railway right of way) situate between Black river and the front road of the 3rd range; the limits of the said territory are described as follows, to wit: starting from a point on the Northeast side of the front road of the 3rd range in the production of the divisional line of lots 153 and 156; thence, passing successively by the following lines and boundaries: the said production and the said divisional line of lots 153 and 156 as far as the production of the divisional line of lots 150 and 151 across lot 153, this latter production as far as the Southeast line of lot 153, this latter line as far as the Northeast side of the front road of the 4th range, the said Northeast side of the front road of the 4th range and its production as far as the axis of Black river, the said axis of Black river as far as the production of the Northeast side of the front road of the 3rd range, the said production and the said Northeast side of the front road of the 3rd range running towards the Southeast as far as the starting point; with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, lakes, water courses or the parts thereof comprised within the limits hereinabove described."

Quebec, this fifth day of the month of October, 1938.

J. BILODEAU,
Minister of Municipal Affairs,
Trade and Commerce.

ERRATUM

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE
ST-NAZAIRE

Dans l'avis du Ministère de l'Agriculture publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 septembre 1938, à la page 3225, veuillez lire: "Son principal siège d'affaires est en la municipalité du canton Taché, comté de Chicoutimi" au lieu de "Municipalité de St-Nazaire", tant dans le texte français que dans la version anglaise.

4849-o

A la page 3205 de la *Gazette officielle de Québec*, du 17 septembre 1938, deuxième paragraphe, lisez: "M. Maurice Noreau, ingénieur forestier" au lieu de "M. Maurice Noreau, arpenteur-géomètre".

4889-o

Ministère de l'Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné que le lieutenant-gouverneur en son Conseil a autorisé par décret No 2029, adopté le 3 octobre 1938, sous le régime de la loi des sociétés agricoles et laitières (chapitre 60 modifié des Statuts refondus de 1925), la formation d'une société ayant pour objet le développement et l'amélioration de l'élevage des visons dans la province, sous le nom de "Association des éleveurs de visons de la province de Québec"—"Mink Breeders Association of the Province of Quebec", et que le siège de cette société est en la ville de Cowansville, dans le comté de Missisquoi.

Québec, le 5 octobre 1938.

Le sous-Ministre de l'Agriculture,
4923—o ALBERT RIOUX.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 30 août 1938.

M. Alphonse Larochelle: officier spécial au ministère de la colonisation.

M. Jean Joseph Lévesque: chimiste au ministère de la colonisation.

M. Joseph Bédard: inspecteur du district scolaire urbain numéro 15.

Québec, le 24 septembre 1938.

M. Isidore Comtois, beurrier, de St-Eustache: juge de paix, dans le district judiciaire de Terrebonne.

M. Gédéon Richard, cultivateur, de St-Séverin: juge de paix, dans le district judiciaire de Beauce.

M. T. Reg. Davidson, manufacturier, 5245, Côte Sainte-Catherine, Montréal: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal.

MM. Delphis Bussièrès, entrepreneur, et Albert Lafontaine, restaurateur, tous deux de La Sarre: juges de paix, dans le district judiciaire d'Abitibi.

ERRATUM

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE
ST-NAZAIRE

In the notice of the Department of Agriculture published in the *Quebec Official Gazette* of September 17, 1938, on page 3225, read: "Its principal place of business is in the municipality of the township of Taché, county of Chicoutimi" instead of "Municipality of St-Nazaire", both in the French text and in the English version.

4850

On page 3205 of the *Quebec Official Gazette* of September 17, 1938, second paragraph, read: "Mr. Maurice Noreau, Forestry Engineer", instead of "Mr. Maurice Noreau, Land Surveyor".

4890

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has, by Order in Council No. 2029, adopted on the 3rd. of October, 1938, under the Farmers' and Dairyman's Association Act (chapter 60, amended, Revised Statutes of 1925) authorized the formation of an association for the promotion and improvement of mink breeding in the Province, under the name of "Association des éleveurs de visons de la Province de Québec—Mink Breeders Association of the Province of Quebec" and that the head-office of the Association is in the Town of Cowansville, in the County of Missisquoi.

Québec, October 5th, 1938.

ALBERT RIOUX,
4924 Deputy Minister of Agriculture.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, August 30, 1938.

Mr. Alphonse Larochelle: special officer in the Department of Colonization.

Mr. Jean Joseph Lévesque: chemist in the Department of Colonization.

Mr. Joseph Bédard: inspector for urban school district number 15.

Québec, September 24, 1938.

Mr. Isidore Comtois, butter maker, of St-Eustache: justice of the peace, in the judicial district of Terrebonne.

Mr. Gédéon Richard, farmer, of St-Séverin: justice of the peace, in the judicial district of Beauce.

Mr. T. Reg. Davidson, manufacturer, 5245, Côte Sainte-Catherine, Montreal: justice of the peace, with jurisdiction in the judicial district of Montreal.

Messrs. Delphis Bussièrès, contractor, and Albert Lafontaine, restaurant keeper, both of La Sarre: justices of the peace, in the judicial district of Abitibi.

MM. Wilfrid Séguin, gérant de magasin, de St-André Avellin, et Eudore Patry, de Bouchette: juges de paix, dans le district judiciaire de Hull.

M. Henri Mercier, plombier, de St-Grégoire: juge de paix, dans le district judiciaire de Québec.

M. J.-Alcide Bégin, inspecteur de la Colonisation, de Ste-Germaine Station: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauce, Emery Fortier, de Sherbrooke: juge de paix, dans la province de Québec, Jean Moisan, 24, Ste-Famille, de Québec: juge de paix, dans le district judiciaire de Québec, ces deux derniers Inspecteurs de l'Office des salaires raisonnables, D.-Léon Langlois, employé de bureau au département de la voirie, 67 Ave Leclerc, de Québec: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, J.-Léo Leblanc, marchand, de Black Cape: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Gaspé, J.-Alphonse Gilbert, sous-agent de banque, de Saint-Basile, comté de Portneuf: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, Emile Moffett, sous-inspecteur de la Sûreté provinciale, en charge du poste de Val d'Or, et J.-A. Matte, sous-inspecteur de la Sûreté provinciale, en charge du poste de Noranda: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Abitibi, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145).

Québec, le 28 septembre 1938.

MM. J.-T. Leclerc, courtier en assurance, 45 St-Pierre, La Providence: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de St-Hyacinthe, Emmanuel Gagné, sec.-trés. de la Commission scolaire de St-Romuald-de-Moffatt: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Pontiac, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145).

Québec, le 29 septembre 1938.

M. l'abbé Arthur Dubeau, prêtre sulpicien, secrétaire-gérant de la Société d'adoption et de protection de l'enfance, de Montréal: juge de paix, avec juridiction dans la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145).

MM. Joseph Richard, registraire, Edmond Gaudreault, cultivateur, Philippe Fortin, menuisier, C.-A. Lavoie, médecin, Joseph Hudon, fils de Moïse, rentier, Thomas Boulianne, mesureur, et Philippe Lapointe, cultivateur, tous de Hébertville: commissaires pour tenir la Cour des commissaires d'Hébertville.

4913—o

Messrs. Wilfrid Séguin, store manager, of St-André Avellin, and Eudore Patry, of Bouchette: justices of the peace, in the judicial district of Hull.

Mr. Henri Mercier, plumber of St-Grégoire: justice of the peace, in the judicial district of Québec.

Messrs. J.-Alcide Bégin, Colonization inspector, of Ste-Germaine Station: justice of the peace, with jurisdiction in the judicial district of Beauce, Emery Fortier, of Sherbrooke: justice of the peace, in the Province of Québec, Jean Moisan, 24 Ste-Famille, of Québec: justice of the peace, in the judicial district of Québec, these two latter Inspectors of the Minimum Wage Board, D.-Léon Langlois, office employee in the Roads Department, 67 Leclerc Ave, Québec: justice of the peace, with jurisdiction in the judicial district of Québec, J.-Léo Leblanc, merchant, of Black Cape: justice of the peace, with jurisdiction in the judicial district of Gaspé, J.-Alphonse Gilbert, Bank sub-agent, of Saint-Basile, county of Portneuf: justice of the peace, with jurisdiction in the judicial district of Québec, Emile Moffett, Assistant-inspector in the Provincial Police, in charge of the Val d'Or station, and J.-A. Matte, Assistant-inspector of the Provincial Police, in charge of the Noranda station: justices of the peace, with jurisdiction in the judicial district of Abitibi, all for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 145).

Québec, September 28, 1938.

Messrs. J. T. Leclerc, insurance broker, 45 St. Pierre, La Providence: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of St. Hyacinthe, Emmanuel Gagné, Sec.-Treas., of the School Commission of St-Romuald-de-Moffatt: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Pontiac, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 145).

Québec, September 29, 1938.

Rev. Abbé Arthur Dubeau, Sulpician Priest, Secretary-Manager of the "Société d'Adoption et de protection de l'enfance", of Montreal: Justice of the Peace with jurisdiction in the Province of Québec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 145).

Messrs. Joseph Richard, Registrar, Edmond Gaudreault, farmer, Philippe Fortin, joiner, C. A. Lavoie, physician, Joseph Hudon, son of Moïse, annuitant, Thomas Boulianne, culler, and Philippe Lapointe, farmer, all of Hébertville: Commissioners to hold the Commissioners' Court of Hébertville.

4914

Ordre de Cour

Province de Québec, District de Montréal.
Cour de Circuit. No 39891.

Le septième jour de septembre, mil neuf cent trente-huit.

Présent: L'honorable Juge Paul Mercier.

Sur ordre de l'honorable Juge Paul Mercier, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité

Rule of Court

Province of Québec, District of Montréal.
Circuit Court. No. 39891.

The seventh day of September, one thousand nine hundred and thirty-eight.

Present: The Honourable Judge Paul Mercier.

Under Judgment of Honourable Mr. Justice Mercier rendered this seventh day of September,

dudit Paul Préfontaine, de Belœil, P.Q., défendeur, les créanciers dudit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au Greffe de ladite Cour de Circuit, district de Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure civile.

Pour le Juge,
H. T. ROY,
Député-greffier.

4793-39-2-o

1938. Seeing the allegation of insolvency of the said Paul Préfontaine of Belœil, Province of Quebec, the defendant, the creditors of the said defendant are hereby called upon to file their claim in the present case with the Clerk of the Circuit Court, within fifteen days from the first publication of the present notice, the whole in conformity with articles 693 and 674 of the C.P.C.

For the Judge,
H. T. ROY,
Deputy Clerk.

4794-39-2-o

Soumissions

Province de Québec.

CITE DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

La cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente de \$160,000.00 d'obligations municipales de la cité de Sherbrooke, datées du 1er octobre 1938, portant intérêt au taux de 3½% par an, payable semi-annuellement les premier octobre et avril de chaque année, échéant en série du premier octobre 1939 au 1er octobre 1958 inclusivement. Capital et intérêt payables à la Banque de Montréal à Sherbrooke, Montréal et Québec. Cette émission est faite en vertu du règlement No 580 et servira à payer le coût de construction de pavage, trottoirs et égouts.

Toute soumission devra être mise dans une enveloppe scellée et marquée: "Soumission pour obligations" et adressée au soussigné le ou avant le 24 octobre 1938, à 4 heures p.m. L'adjudication aura lieu à une séance publique du Conseil Municipal qui sera tenue le 24 octobre 1938 à 4 heures de l'après-midi.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, P. Q., ce quatrième jour d'octobre 1938.

4899-o

Le greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.

Tenders

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tender for Bonds

The City of Sherbrooke is calling tenders for the sale of \$160,000.00 worth of City of Sherbrooke bonds, dated October 1st, 1938, bearing interest at the rate of 3½% per year, payable semi-annually on the first day of October and April each year, maturing in series from October 1st, 1939 to October 1st, 1958 inclusively. Capital and interest payable at the office of the Bank of Montreal in Sherbrooke, Montreal and Quebec. These bonds are issued under authority of By-Law No. 580 to pay the cost of paving, sidewalks and sewers.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope marked: "Tender for bonds" and addressed to the undersigned on or before October 24th, 1938, at 4 p.m. Tenders shall be opened and considered at a public meeting of the Council held on October 24th, 1938, at 4 p.m.

Tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan and specify if the price offered includes or does not include accrued interest.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 4th day of October, 1938.

4900-o

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

Vente—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure "en faillite". Cause No 198. Sous la Loi d'Arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934, 24-25 Geo. V, chap. 53, Statuts du Canada.

Dans l'affaire de Luc Prud'homme, père, cultivateur, Côte St-Luc, district de Montréal, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que le SEPTIEME jour de NOVEMBRE mil-neuf cent trente-huit, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, à la chambre 45 de l'Edifice La Sauvegarde, 152, Notre-Dame-est, dans la cité de Montréal, seront vendus aux enchères publiques et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur les immeubles, appartenant au cédant autorisé, et dont la désignation suit, savoir:

Sale—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "en faillite", Case No. 198. Under the Farmers-Creditors Arrangement Act, 1934, 24-25 George V, Chap. 53, Statutes of Canada.

In the matter of Luc Prud'Homme, senior, farmer, of Côte St-Luc, district of Montreal, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on the SEVENTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty-eight, at ELEVEN o'clock, at the office of the undersigned, Room 45, La Sauvegarde Building, 152 Notre-Dame East, City of Montreal, shall be sold by public auction and adjudged to the highest and last bidder the immoveable properties designated as follows, to wit:

1. Une lisière de terrain ayant front sur le chemin de la Côte St-Luc, en la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, Montréal, mesurant ensemble quatre-vingt-six arpents et quatre-vingt-neuf centièmes, en superficie, avec une maison en pierre et autres édifices sus-érigés et étant la partie nord-est du lot numéro quatre-vingt-quinze aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et étant:

(a) Toute cette première partie nord-est du lot numéro quatre-vingt-quinze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comprise entre le chemin de la Côte St-Luc et la prolongation de la ligne sud-est du lot numéro quatre-vingt-dix-sept, à travers le dit lot numéro quatre-vingt-quinze, mesurant environ trois cent quatre-vingt-dix pieds et cinq dixièmes en largeur, sur le chemin public, et trois cent quatre-vingt-huit pieds et cinq dixièmes dans la ligne nord-ouest, par une profondeur d'environ trois mille huit cent quarante-neuf pieds dans la ligne nord-est et trois mille huit cent cinquante-sept pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant ensemble une superficie de trente-huit arpents et soixante-et-un centièmes, à distraire la partie d'icelle appartenant au chemin de fer Canadien Pacifique, qui la traverse; cette première partie nord-est étant bornée en front au sud-est par une clôture indiquant la ligne de division entre le lot nord-ouest du dit lot numéro quatre-vingt-quinze, ci-après décrit en deuxième lieu, avec le terrain présentement décrit, d'un côté au nord-est par les lots numéros quatre-vingt-treize et quatre-vingt-quatorze, et de l'autre côté au sud-ouest par la partie sud-ouest du dit lot numéro quatre-vingt-quinze.

(b) La deuxième partie nord-est du lot numéro quatre-vingt-quinze située au nord-ouest de la ligne sud-est numéro quatre-vingt-dix-sept, à travers le dit lot numéro quatre-vingt-quinze et indiquée par les lettres C.C.T.S. au plan y attaché, mesurant environ quatre cent quatre-vingt-six pieds en largeur par une profondeur approximative de trois mille six cent vingt-quatre pieds dans la ligne nord-est et trois mille sept cent soixante-neuf pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant une superficie de quarante-huit arpents et vingt-huit centièmes, à distraire la partie appartenant au chemin de fer Grand-Tronc; cette deuxième partie nord-est étant bornée, en front, au sud-est, par la partie nord-est décrite en premier lieu du lot numéro quatre-vingt-quinze et à l'autre extrémité, au nord-ouest, par le lot numéro quatre-vingt-seize, d'un côté au nord-est par les lots numéros quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize et de l'autre côté au sud-ouest, par la partie sud-ouest du dit lot numéro quatre-vingt-quinze.

2. La partie sud-est numéro quatre-vingt-seize des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contigue à la partie nord-est du lot numéro quatre-vingt-quinze y décrite en second lieu; mesurant environ quatre cent quatre-vingt-six pieds de largeur sur une profondeur d'environ quatre cents pieds dans la ligne nord-est et deux cent vingt pieds dans la ligne sud-ouest et contenant une superficie d'environ trois arpents et cinquante-quatre centièmes, à distraire la partie appartenant au chemin de fer Grand-Tronc; ce lot étant borné à une extrémité, au sud-est par la partie sud-est numéro quatre-vingt-quinze y décrite, en second lieu, à l'autre extrémité, au nord-ouest, par une clôture divisant la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-seize du lot présentement décrit, d'un côté, au nord-est par le lot numéro quatre-vingt-douze

1. A strip of land fronting on Côte St-Luke Road, in the Parish of Notre-Dame-de-Grâces, Montreal, measuring altogether a total superficies of eighty-six arpents and eighty-nine hundredth of an arpent, with the stone house and other buildings thereon erected and being the northeast part of lot number ninety-five upon the plan and in the Book of Reference of the Parish of Montreal, and being:

(a) All that first northeast part of lot number ninety-five of the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, comprised between the Côte St-Luke Road, and the prolongation of the southeast line of lot number ninety-seven, through said lot number ninety-five, measuring about three hundred and ninety feet and five tenth in width on the public road, and three hundred and eighty-eight feet and five tenth in the northwest line, by a depth of about three thousand eight hundred and forty-nine feet in the northeast and three thousand eight hundred and fifty-seven feet in the southwest line, and containing altogether the superficies of thirty-eight arpents and sixty-one hundredth of an arpent to be deducted the part thereof belonging to the Canadian Pacific Railway crossing the same; and first northeast part being bounded in front to the southeast by a fence indicating the division line with the northwest lot of said lot number ninety-five, hereinafter described in second place, with the land presently described, on one side, on the northeast by lots numbers ninety-three and ninety-four and on the other side to the southwest by the southwest part of said lot number ninety-five.

(b) The second northeast part of lot number ninety-five situated to the northwest of the Southeast line number ninety-seven, through said lot number ninety-five, and indicated by the letters C. C. T. S. on the plan hereto annexed, measuring about four hundred and ninety-six feet in width by about a depth of three thousand six hundred and twenty-four feet in the northeast line and three thousand seven hundred and sixty-nine feet in the southwest line, and containing a superficies of forty-eight arpents and twenty-eight hundredth of an arpent to be deducted the part belonging to the Grand Trunk; this second northeast part being bounded, in front to the southeast, by the northeast part described in first place of lot number ninety-five, and at the other and to the northwest by lot number ninety-six, on one side to the northeast by lots numbers ninety-two and ninety-three, and on the other side to the southwest, by the southwest part of said lot number ninety-five.

2. The southeast part of lot number ninety-six on the same plan and book of reference of the parish of Montreal, contigue to the northeast part of lot number ninety-five hereto described in second place, measuring about four hundred and eighty-six feet in width, by a depth of about four hundred feet in the northeast line and two hundred and twenty feet in the southwest line, and containing a superficies of about three arpents and fifty-four hundredth of an arpent, to be deducted the part belonging to the Grand-Trunk; this lot being bounded on one end, to the southeast by the southeast part of lot number ninety-five hereto in second place described, at the other end, by a fence dividing the northwest part of lot number ninety-six of the lot presently described, on one side to the northeast by the lot number ninety-two and on the other side, to

et de l'autre côté, au sud-ouest par le résidu sud-ouest du lot numéro quatre-vingt-seize.

Ces trois parties des lots telles que décrites, étant contigües, sont représentées bornées en vert sur un plan préparé par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre, en date du vingtième jour de novembre mil neuf cent vingt-quatre.

Les dits immeubles seront vendus comme étant deux parties distinctes, le premier bloc comprenant les deux parties nord-est du lot quatre-vingt-quinze et le second bloc comprenant la partie sud-est du lot quatre-vingt-seize.

La vente des dits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de Procédure Civile, aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente du shérif et à l'effet du décret.

Le Sequestre Officiel et syndie ne fournit que les titres et certificats de recherche qu'il a en mains.

Conditions de paiement:—Comptant.

Montréal, ce vingt-sixième jour du mois de septembre, mil neuf cent-trente-huit.

Le sequestre officiel et syndie,

4753—39-2-o

J.-A. GUY.

the southwest by the southwest residue of lot number ninety-six.

Those three parts of lots, as described, being contigüe, are represented bordered in green, on a plan prepared by F. C. Laberge, land surveyor, and dated on the twentieth day of November nineteen hundred and twenty-four.

The said immoveables shall be sold in two parts one composed of the two northeast parts of lot number ninety-five and the other composed of the southeast part of lot number ninety-six.

The sale of said immoveables shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Procedure Civile, and also to article forty-five (45) of the Bankruptcy Act, this sale shall have the effects of a Sheriff's sale.

The Official Receiver and Trustee will furnish only the title deeds and certificates he has in hand.

Conditions of payment: Cash.

Montreal, this twenty-sixth day of the month of September, nineteen hundred and thirty-eight.

J. A. GUY,

4754—39-2-o Official Receiver and Trustee

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
Canada, }
Province de Québec, } **RODOLPHE LA-FLAMME**, agent de
No 5115 Val d'Or, (demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs **ELOI PERREAULT**, de Val d'Or, et **LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS COOPÉRATIFS**, corps politique et incorporé ayant son bureau chef à Val d'Or, (défendeurs dans l'instance originaire), saisis.

Un lot situé dans la ville de Val d'Or, 2ième avenue, portant le numéro quarante-huit (48) du bloc quatorze (14) tel que désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la ville de Val d'Or, dans le canton Bourlamaque, district d'Abitibi, avec bâtisses, circonstance et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **ANTONIO BOURBEAU**,
Amos, 4 octobre 1938. 4901-40-2-o
[Première publication, 8 octobre 1938].

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
No. 36336 { **LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC**, demanderesse; vs **WILFRID SAWYER** et **ALBERT SAWYER**, tous deux cultivateurs, demeurant à St-Félix de Dalquier, district d'Abitibi, défendeurs.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi
Canada, }
Province of Quebec, } **RODOLPHE LA-FLAMME**, agent of
No. 5115 Val d'Or, (plaintiff in the original suit) seizing; vs. **ELOI PERREAULT**, of Val d'Or, and "**LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS CORPORATIFS**," a body politic and corporate, having its head office at Val d'Or (defendants in the original suit), seized.

A lot situate in the Town of Val d'Or, 2nd Avenue, bearing number forty eight (48) of block fourteen (14) as designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Val d'Or, in the township of Bourlamaque, district of Abitibi, with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Val d'Or, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Amos, October 4th, 1938. 4902-40-2
[First publication, October 8th, 1938].

Superior Court.—District of Abitibi
No. 36336 { **LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC**, plaintiff; vs. **WILFRID SAWYER** and **ALBERT SAWYER**, both farmers, residing at St-Félix de Dalquier, district of Abitibi, defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to have taken place at the church door of the

de St-Félix de Dalquier, P.Q., le trente et unième jour de mai 1938, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu le JEUDI, le DIXIEME jour de NOVEMBRE 1938, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Félix de Dalquier.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, 29 septembre 1938. 4903-o
[Première publication, 8 septembre 1938].

parish of St-Félix de Dalquier, P.Q., on the thirty first day of May, 1938, at ten o'clock in the forenoon, will be held on THURSDAY, the TENTH day of NOVEMBER, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of St. Félix de Dalquier.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, September 29, 1938. 4904
[First publication, October 8th, 1938].

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska
Province de Québec, } VENERAND LA-
Arthabaska, à savoir: } CROIX, deman-
No 1165 } deur; vs LA CAISSE
POPULAIRE DE ST-EUSEBE DE STAN-
FOLD, defenderesse.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles suivants, à savoir:

1. Les lots numéros 3e, 4b et 4c du 9ème rang du cadastre officiel du canton de Stanfold, avec les bâtisses y érigées.

2. Les lots numéros 4a et 4b du 10ème rang du cadastre officiel susmentionné, avec les bâtisses y érigées, saisis dans la présente cause, qui devaient avoir lieu le septième jour de mai 1935 à dix heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Eusèbe de Stanfold, aura lieu au même endroit le SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 5 octobre 1938. 4915-o
[Première publication, 8 octobre 1938]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauce
A savoir: } DEMOISELLE MATHILDA
No. 15946 } FONTAINE, maitresse de
poste, fille majeure usant de ses droits, de St-
Victor, demanderesse; vs FRIDOLIN FON-
TAINNE, de la cité de Montréal, domicilié au
numéro 87 de la rue Castelnau, quartier Ville-
ray, demeurant maintenant au No 6596 de la
rue Clarke à Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot de terre numéro 359 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Victor de Beauce, sauf et à distraire une longueur de terrain de 69 pieds à prendre au chemin, mais avec droit de passage à pied et en voiture en hiver et en été sur ce susdit terrain ainsi réservé. Avec de plus un droit de passage dans le chemin existant actuellement, étant pris sur le lot 360 et partie 361 du cadastre officiel, pour la paroisse de St-Victor de Tring étant situé du côté de la propriété de Joseph Fortin. Le terrain ci-dessus décrit, comprend tout le jardin, la prairie et la source, borné d'un côté à Odias Fortier, Madame Joseph Grondin, Arthur Veilleux, Joseph Fontaine ou représentants, et sur les deux autres actes à Valère Paré. De l'autre côté à Gédéon Poulin, Joseph Lessard, Mathias Létourneau, Alphonse Poulin, Joseph

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska
Province of Quebec, } VENERAND LA-
Arthabaska, to wit: } CROIX, Plaint-
No. 1165 } iff; vs LA CAISSE
POPULAIRE DE ST-EUSEBE DE STAN-
FOLD, Defendant.

Public notice is hereby given that the sale of the following immoveable properties, viz:

1. The lots Nos. 3e, 4b and 4c of the 9th range of the official plan and book of reference for the Township of Stanfold—with the buildings thereon erected.

2. The lots Nos. 4a and 4b of the 10th range of the official plan above mentioned—with the buildings thereon erected, seized in this cause, formerly announced to take place the seventh day of May 1935, at ten o'clock in the forenoon, at the parochial church door of St-Eusèbe de Stanfold, will take place at the same place on the SEVENTH day of NOVEMBER 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, October 5th, 1938. 4916-o
[First publication, October 8th, 1938]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce
To wit: } MISS MATHILDA FONTAI-
No. 15946 } NE, postmistress, spinster of
the age of majority and in the use of her rights,
of St. Victor, plaintiff; vs. FRIDOLIN FON-
TAINNE, of the city of Montreal, residing at
number 87 Castelnau Street, Villaray ward, now
residing at No. 6596 Clarke street, in Montreal,
defendant.

As belonging to the defendant:

The lot of land number 359 of the official cadastre for the parish of St. Victor de Beauce, save and to be deducted a length of land of 60 feet to be taken at the road, but with right of way on foot and with vehicle in winter and in summer on this aforesaid land thus reserved. With, moreover, a right of way in the road presently existing, being taken on lot 360 and part of 361 of the official cadastre, for the parish of St. Victor de Tring being situate on the side of the property of Joseph Fortin. The lot of land hereinabove described, comprises all the garden, the meadow and the spring, bounded on one side by Odias Fortier, Madame Joseph Grondin, Arthur Veilleux, Joseph Fontaine or representatives, and on the other two deeds by Valère Paré. On the other side by Gédéon Poulin,

Plante, Melle Mathilda Fontaine—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Victor de Beauce, JEUDI le DIX-IEME jour de NOVEMBRE 1938 à DEUX heures de l'après-midi.

Donné ce 5 octobre 1938 en le bureau du shérif à St-Joseph-de-Beauce.

Le shérif,

4917-40-2-o XAVIER BEAUDOIN.
[Première publication, 8 octobre 1938].

Joseph Lessard, Mathias Létourneau, Alphonse Poulin, Joseph Plante, Miss Mathilda Fontaine—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of St. Victor Beauce, on THURSDAY the TENTH day of NOVEMBER 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

Given this 5th of October 1938, in the Sheriff's Office at St-Joseph-Beauce.

XAVIER BEAUDOIN,

4918-40-2 Sheriff.
[First publication, October 8th, 1938].

BEAUHARNOIS

DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Province de Québec } ROMEO LANGE-
District de Beauharnois, } VIN, demandeur,
No 7498 } vs. FERDINAND
MARCIL, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur Ferdinand Marcil.

"Une terre sise et située en la paroisse de Très-Saint-Sacrement, dans la seconde concession de South Georgetown, connue et désignée sur les plans et livre de renvoi officiel de la paroisse de Saint Malachie d'Ormstown, sous le numéro quatre cent soixante deux (462) de la contenance de soixante arpents et soixante perches en superficie, moins la partie prise et vendue à la compagnie de chemin de fer Montréal and Champlain Junction Railway Co., aux termes d'un acte reçu devant J. Landry, notaire, le 26 septembre 1882, enregistré en la division d'enregistrement du comté de Chateauguay sous le No 15,794.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Très-Saint-Sacrement de Howick, district de Beauharnois, le (17) DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1938, à DIX heures de l'avant-midi."

Le shérif,

4513-37-2-o J.-B. de REPENTIGNY.
[Première publication, 17 septembre 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauharnois

Province de Québec, } R.-E. KINSLEY, de-
District de Beauharnois, } mandeur; vs
No 173709 } JEAN B. REID, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur Jean B. Reid:

"Un emplacement ayant front sur la rue Laberge, en la paroisse de St-Joachim de Chateauguay, mesurant 50 pieds de largeur, mais d'une profondeur irrégulière d'environ 95 pieds sans garantie quant à cette profondeur, tel que le dit emplacement est maintenant clôturé, étant la subdivision 4 du lot originaire 87 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Chateauguay avec la maison et autres bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Chateauguay, district de Beauharnois, MARDI, le HUITIEME jour de NOVEMBRE 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-B. De REPENTIGNY.
Salaberry de Valleyfield, ce troisième jour
d'octobre 1938. 4905-40-2-o
[Première publication, 8 octobre 1938]

BEAUHARNOIS

DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Province of Quebec, } ROMEO LANGE-
District of Beauharnois, } VIN, plaintiff,
No. 7498 } vs FERDINAND
MARCIL, defendant.

Seized as belonging to the defendant Ferdinand Marcil.

A farm lying and situate in the parish of Très-Saint-Sacrement, in the second concession of South Georgetown, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, under number four hundred and sixty two (462) measuring sixty arpents and sixty perches in area, less the part taken and sold to the Montreal and Champlain Junction Railway Co., under the terms of a deed received before J. Landry, notary, on September 26, 1882, registered in the registration division of the county of Chateauguay under No. 15,794.

To be sold at the parochial church door of Très-Saint-Sacrement de Howick, district of Beauharnois, on the (17) SEVENTEENTH day of OCTOBER 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. de REPENTIGNY,

4514-37-2 Sheriff.
[First publication, September 17th, 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauharnois

Province of Quebec, } R. E. KINSLEY,
District of Beauharnois, } plaintiff; vs
No. 173709 } JEAN B. REID, defendant.

Seized as belonging to the defendant Jean B. Reid:

An emplacement fronting on Laberge street, in the parish of St. Joachim de Chateauguay, measuring 50 feet in width, but of an irregular depth of about 95 feet without warranty as to the said depth, as the said emplacement is now fenced in, being the subdivision 4 of original lot 87 of the official plan and book of reference of the parish of St. Joachim de Chateauguay—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Joachim de Chateauguay, district of Beauharnois, on TUESDAY, the EIGHTH day of NOVEMBER, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. DE REPENTIGNY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this third day of
October, 1938. 4906-40-2
[First publication: October 8th, 1938]

KAMOURASKA

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: **PIERRE GAMA-**
No 14666 **CHE**, cultiva-
teur, de la paroisse de St-Modeste, demandeur;
contre DAME DELIMA OUELLET, épouse
contractuellement séparée de biens de Sieur
Etienne Roy, de la paroisse de St-Patrice de
Rivière-du-Loup, et le dit ETIENNE ROY, mis
en cause, pour assister et autoriser son épouse
aux fins des présentes, défenderesse.

Une terre de 4 arpents de largeur par environ
18 arpents de profondeur, formant partie des lots
désignés sous Nos 937 et 939 au cadastre de St-
Patrice de Rivière-du-Loup, bornée au nord au
chemin public du deuxième rang, au sud au
chemin de fer Canadien National, à l'est au No
941 du même cadastre et à l'ouest à la ligne de
division entre cette paroisse et la cité de Rivière-
du-Loup; à en distraire les emplacements d'Ar-
thur Bérubé, Jos. Mailloux, P. Gauvin, Chs.
Mailloux et Omer Roy.

Pour être vendu au Bureau du shérif, du dis-
trict de Kamouraska, à Rivière-du-Loup, JEUDI
le DIXIEME jour de NOVEMBRE, 1938, à
DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E.-A. DOUCET,
Rivière-du-Loup, 4 octobre 1938. 4907-40-2-o
[Première publication, 8 octobre 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: **PIERRE GAMA-**
No. 14666 **CHE**, farmer, of
the parish of St-Modeste, plaintiff; against
DAME DELIMA OUELLET, wife separate as
to property by marriage contract of Sieur
Etienne Roy, of the parish of St. Patrice de
Rivière-du-Loup, and the said ETIENNE
ROY, mis en cause, to assist and authorize his
wife for the purposes hereof, defendant.

A farm of 4 arpents in width by about 18
arpents in depth, forming part of the lots describ-
ed under Nos. 937 and 939 of the cadastre of
St. Patrice de Rivière-du-Loup, bounded on the
north by the public road of the second range, on
the south by the Canadian National Railway, on
the east by No. 941 of the same cadastre and on
the west by the divisional line between the said
parish and the city of Rivière-du-Loup; to be
deducted therefrom the emplacements of Arthur
Bérubé, Jos. Mailloux, P. Gauvin, Chs. Mailloux,
and Omer Roy.

To be sold at the Sheriff's Office of the district
of Kamouraska, in Rivière-du-Loup, on THURS-
DAY the TENTH day of NOVEMBER 1938,
at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff,
Rivière-du-Loup, October 4, 1938. 4908-40-2
[First publication, October 8th 1938].

MONTRÉAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **DONALD Mc DO-**
No 150542. **NALD**, demandeur;
vs INVESTORS AND TRADERS INC., défen-
deresse.

Une moitié indivise de l'immeuble suivant:
Un immeuble situé en la cité de Montréal et
ayant front sur la rue Beaulieu, et composé:

(A) Du lot No Un de la subdivision officielle
du lot originaire numéro trois mille huit cent
quatre-vingt-douze (3892-1) aux plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Montréal; et

(B) De la moitié nord-ouest du lot numéro
deux de la subdivision officielle du lot originaire
numéro trois mille huit cent quatre-vingt-onze
(3891-1/2 N.O. 2) aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 15
pieds en largeur par 112 pieds six pouces en pro-
fondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée
en front par la rue Beaulieu, en arrière par une
ruelle, du côté nord-ouest par le lot numéro un,
subdivision du lot numéro 3892, au dit plan
officiel, et du côté sud-est par le résidu du dit lot
numéro 3891-2—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de
Montréal, ce VINGTIEME jour d'OCTOBRE
prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$200.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge
Décary, en date du 8 septembre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 12 septembre 1938. 4515-37-2
[Première publication, 17 septembre 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **DONALD Mc DO-**
No. 150542. **NALD**, Plaintiff;
vs INVESTORS AND TRADERS INC., Defen-
dant.

An undivided half of the following immovable:
An immovable situated in the city of Mont-
real and fronting on Beaulieu Street and com-
posed of:

(A) Lot No. One of official subdivision of
original lot number three thousand eight hundred
and ninety-two (3892-1) on official plan and book
of reference of the Parish of Montreal; and

(B) Northwest half of lot number two of the
official subdivision of original lot number thirty-
eight hundred and ninety-one (3891-1/2 N. W. 2)
on the official plan and book of reference for the
Parish of Montreal, measuring 15 feet in width
by 112 feet six inches in depth, English measure
and more or less, bounded in front by Beaulieu
Street, in rear by a lane, on the Northwest side
by lot number one subdivision of lot number
3892 on said official plan and on the southeast
side by the remainder of said lot number 3891-2
—with the building thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTIETH day of OCTOBER next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$200.00 shall be exacted from each
and every bidder, pursuant to a judgment of
Hon. Justice Décary, dated September 8th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, September 12th, 1938. 4516-37-2-o
[First publication, September 17th, 1938]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: **LA COMPAGNIE**
No 35406 **MASSEY - HARRIS**
LIMITÉE, corps politique et incorporé ayant
son principal bureau d'affaires pour cette provin-
ce en la ville de Montréal et une succursale à
Québec, contre **JOHNNY DUFRESNE**, de
Saint-Alban, dans le comté de Portneuf, à savoir:

1. Le lot No 267 (deux cent soixante-sept) du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban,
comté de Portneuf, étant une terre située au
second rang nord de la rivière Sainte-Anne,
mesurant 4 arpents de largeur sur environ 16
arpents de profondeur, et contenant environ 64
acres en superficie, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 603 (six cent trois) du
cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame
de Portneuf, comté de Portneuf, étant une certai-
ne étendue de terrain située maintenant dans la
paroisse de Sainte-Christine, mesurant environ
21 arpents de longueur sur environ 2 arpents et
19 pieds de largeur, et contenant une superficie
d'environ 43 ou 44 arpents; bornée au sud à la
rivière Sainte-Anne, au nord et au sud-ouest à
partie du dit lot No 603 et au nord-est au lot
No 604, circonstances et dépendances. Sauf à
distraire les droits sur les rives de la rivière
Sainte-Anne en rapport avec le flottage du bois,
avec droit d'inonder le terrain et poser des
estacades, et ce, au profit de Consolidated Paper
Corporation, Ltd. ou représentants.

Pour être vendus le lot en premier lieu décrit
à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban,
comté de Portneuf, le DIXIEME jour de NO-
VEMBRE prochain, à DIX heures du matin,
et le lot en deuxième lieu décrit à la porte de
l'église paroissiale de Sainte-Christine, comté de
Portneuf, le DIXIEME jour de NOVEMBRE
prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 5 octobre 1938. 4909-40-2-o
[1ère publication: 8 octobre 1938]
[Deuxième publication: 22 octobre 1938]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: **LA COMPAGNIE**
No. 35406 **MASSEY - HARRIS**
LIMITÉE, a body politic and corporate having
its head office for this Province in the City of
Montreal, and a branch in Quebec; against
JOHNNY DUFRESNE, of Saint Alban, in the
county of Portneuf, namely:

1. Lot No. 267 (two hundred and sixty-seven)
of the official cadastre for the parish of Saint
Alban, county of Portneuf, being a farm situate
in the second range north of the Sainte Anne
river, measuring 4 arpents in width by about
16 arpents in depth, and containing about 64
acres in area—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 603 (six hundred and three)
of the official cadastre for the parish of Notre-
Dame de Portneuf, county of Portneuf, being a
certain tract of land situate now in the parish of
Sainte Christine, measuring about 21 arpents
in length by about 2 arpents and 19 feet in
width, and containing an area of about 43 or 44
arpents; bounded on the south by the Sainte
Anne river, on the north and on the southwest
by a part of the said lot No. 603 and on the
northeast by lot No. 604—circumstances and
dependencies. Save to be deducted the shore
rights on the Sainte Anne river in connection
with the floating of timber, with the right to
flood the land and lay booms, and this for the
benefit of the Consolidated Paper Corporation,
Ltd or representatives.

To be sold, the lot firstly described at the
parochial church door of Saint Alban, county
of Portneuf, on the TENTH day of NOVEN-
BER next, at TEN o'clock in the forenoon, and
the lot secondly described at the parochial
church door of Sainte Christine, county of
Portneuf, on the TENTH day of NOVEMBER
next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheri-
Quebec, October 5th, 1938. 4910-40-2ff.
[First publication: October 8th, 1938]
[Second publication: October 22nd, 1938.]

RIMOUSKI

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure
Province de Québec, } **GAGNON & GA-**
District de Rimouski, } **GNON, ENRG.,**
No 6335 } commerçants au Mont-
Joli, demandeurs; vs **EMILIEN LANDRY** de
Mont-Joli, défendeur.

Un terrain situé dans la municipalité de St-
Jean-Baptiste, de la contenance de cent soixante-
quinze pieds de front, le long du chemin Mata-
pédia, sur quatre vingt-deux pieds de profondeur,
mesure anglaise, borné au nord à Pierre Otis, à
l'est au chemin Matapédia, au sud et à l'ouest à
Isidore Lechasseur, étant une partie du lot No.
(499) quatre cent quatre vingt dix-neuf du ca-
dastre officiel pour la paroisse de Ste-Flavie, avec
bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Mont-Joli, Co. Rimouski, le DIX-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court
Province of Quebec, } **GAGNON & GA-**
District of Rimouski, } **GNON, ENRG.,**
No. 6335 } traders in Mont-
Joli, plaintiffs; vs **EMILIEN LANDRY**, of Mont-
Joli, defendant.

A lot of land situate in the municipality of St.
Jean Baptiste, measuring one hundred and
seventy-five feet in front, along the Matapédia
road, by eighty-two feet in depth, English
measure, bounded on the North by Pierre Otis,
on the east by the Matapédia road, on the south
and on the west by Isidore Lechasseur, being a
part of lot No. (499) four hundred and ninety-
nine of the official cadastre for the parish of Ste-
Flavie, with buildings thereon erected and de-
pendencies.

To be sold at the church door of the parish of
Mont-Joli, Co. Rimouski, on the SEVEN-

SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1938 à DIX heures de la matinée, (heure solaire).

Bureau du shérif, CHAS. GARON, Sherif.
Rimouski, 14 septembre 1938. 4553-37-2-o
[Première publication, 17 septembre 1938].

TEENTH day of OCTOBER 1938, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

CHAS. GARON, Sherif.
Rimouski, September 14, 1938. 4554-37-2
[First publication, September 17th 1938].

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières
Canada, } ARTHUR MAR-
Province de Québec, } CHAND, gérant
No 5039 } de banque, de la pa-
roisse de Champlain, district des Trois-Rivières,
demandeur; vs. THOMAS-J. PINTAL, du même
endroit, défendeur.

a) Un emplacement sis et situé en la paroisse de Champlain, côté nord de la voie nationale, qui le borne en front vers le sud à aller jusqu'à une décharge qui l'intersecte à sa profondeur, vers le nord formant en viron trente-cinq perches en superficie avec la maison, circonstances et dépendances dessus érigées, le dit emplacement connu et désigné par le numéro cent (No 100) au cadastre officiel du comté de Champlain. (b) Un bout de terre étant la continuation du dit emplacement de l'autre côté de la dite décharge à détacher du lot de terre connu et désigné par le numéro soixante et onze (No 71) au dit cadastre officiel, de cinquante-cinq pieds de largeur sur environ trente-cinq pieds de profondeur, joignant vers le nord-est et vers le nord Ludger-H. Laganière, au sud-ouest Paul Mailhot.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Champlain, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-huit, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER, Sherif.
Trois-Rivières, 14 septembre 1938. 4519-37-2-o
[Première publication, 17 septembre 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Magistrat.—District des Trois-Rivières
Canada, } GUSTAVE MILOT,
Province de Québec, } du village d'Yama-
No 8832 } chie, demandeur; vs
NORBERT DESAULNIERS, cultivateur de la
paroisse de St-Thomas de Caxton, défendeur.

"Une terre connue et désignée sous partie du lot numéro quatre cent quarante-huit (P. 448) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse d'Yamachiche, avec une maison et autres bâtisses y érigées, prenant de la Grande-Rivière à aller à Adrien Gélinas, joignant au nord à Cléophas Bussière et au sud à Eugène Desaulniers."

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-huit, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER, Sherif.
Trois-Rivières, 14 septembre 1938. 4555-37-2-o
[Première publication, 17 septembre 1938]

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Trois-Rivières
Canada, } ARTHUR MAR-
Province of Quebec, } CHAND, bank
No. 5039 } manager, of the parish
of Champlain, district of Trois-Rivières, plaintiff;
vs. THOMAS J. PINTAL, of the same place,
defendant.

a) An emplacement lying and situate in the parish of Champlain, on the north side of the National Highway, which bounds it in front, towards the south, running as far as a discharge which intersects it at its depth, towards the north, forming about thirty five perches in area—with the house, circumstances and dependencies thereon erected, the said emplacement known and designated under number one hundred (No. 100) of the official cadastre for the county of Champlain. (b) A parcel of land being the continuation of the said emplacement on the other side of the said discharge to be detached from the lot of land known and designated under number seventy one (No. 71) of the said official cadastre measuring fifty five feet in width by about thirty five feet in depth, adjoining on the northeast and on the north Ludger H. Laganière, on the southwest Paul Mailhot.

To be sold at the church door of the parish of Champlain, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and thirty eight, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER, Sherif.
Trois-Rivières, September 14, 1938. 4520-37-2
[First publication, September 17th 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court.—District of Trois-Rivières
Canada, } GUSTAVE MILOT,
Province of Quebec, } of the Village of
No. 8832 } Yamachiche, plaintiff;
vs NORBERT DESAULNIERS, farmer, of the
Parish of St-Thomas de Caxton, defendant.

A farm, known and designated as part of lot number four hundred and forty-eight (Pt. 448) on the official cadastre for the County of St-Maurice, for the Parish of Yamachiche—with a house and other buildings thereon erected—starting from "la grande rivière" running as far as Adrien Gélinas, adjoining, on the north, Cléophas Bussière and on the south, Eugène Desaulniers.

To be sold at the church door of the Parish of Ste-Anne d'Yamachiche, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER, nineteen hundred and thirty-eight, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER, Sherif.
Trois-Rivières, September 14th, 1938. 4556-37-2
[First publication, September 17th, 1938]

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CORPORATION DE LA VILLE DE L'ÎLE DORVAL

CORPORATION OF THE TOWN OF DORVAL ISLAND

AVIS DES PROPRIETES A ETRE VENDUES

NOTICE OF PROPERTIES TO BE SOLD

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-après décrites seront vendues par encaissement public le CINQUIEME jour de NOVEMBRE 1938, à TROIS heures TRENTE de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville, Ile Dorval, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires sur icelles, à moins que ces taxes, avec les frais et l'intérêt encourus, ne soient payés avant la date ci-dessus fixée pour la vente.

La Commission Municipale de Québec, par une résolution adoptée le 1er jour d'octobre 1938, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles à être vendus, conformément à la section 550 de la Loi des cités et des villes, telle qu'amendée par 25 George V, chapitre 33, section 3.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction on the FIFTH day of NOVEMBER, 1938, at THREE-THIRTY o'clock in the afternoon, at the Town Hall, Dorval Island, to satisfy the payment of the municipal and school taxes thereon unless the same be paid with costs and interest incurred before the date above mentioned fixed for the sale.

The Quebec Municipal Commission by a Resolution adopted on the 1st day of October, 1938 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables to be sold, under the authority of Section 550 of The Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, Chapter 33, Section 3.

Nom du propriétaire	Description officielle	Taxes générales et spéciales au 1er oct. 1938	Taxes scolaires au 1er oct. 1938	Total
Name of Owner	Official Description	General and Special Taxes to Oct. 1st, 1938	School taxes to Oct. 1st, 1938	
Dorval Island Park Co. Ltd.	Ce certain emplacement situé en la ville de l'Île Dorval, formant partie de la subdivision numéro vingt-sept du lot numéro mille vingt-sept (1027-27) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant, le dit emplacement, quatre-vingt-quatorze pieds, cinq pouces (94'5") de largeur, étant la largeur entière de ladite subdivision, sur cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné, le dit emplacement, comme suit: au nord, par la subdivision numéro 62 du dit lot officiel, au sud, par le résidu de ladite subdivision numéro 27, d'un côté, à l'est, par la subdivision numéro 72 dudit lot officiel et de l'autre côté, à l'ouest, par la subdivision numéro 28 du dit lot officiel.—That certain emplacement situate in the Town of Dorval Island forming part of subdivision number twenty-seven of lot number One thousand and twenty-seven (1027-27) on the Official Plan and in the Book of Reference for the Parish of Lachine measuring said emplacement ninety-four feet five inches (94'5") in width, being the whole width of the said subdivision, by one hundred feet (100') in depth, English measure and more or less, and bounded said emplacement as follows: To the North by subdivision number 62 of said Official lot, to the South by the residue of the said subdivision number 27, on one side to the East by subdivision number 72 of the said official lot and on the other side to the West by subdivision number 28 of the said official lot.	\$ 233.57	\$ 39.73	\$ 273.30
Dorval Island Park Co. Ltd.	Ce certain emplacement situé dans la ville de l'Île Dorval, formant partie de la subdivision numéro vingt-huit du lot numéro mille vingt-sept (1027-28) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant, ledit emplacement quatre-vingt-quatorze pieds, six pouces (94'6") de largeur dans la ligne nord, cent trois pieds, cinq pouces (103'5") de largeur dans la ligne sud, cent quarante-trois pieds, huit pouces (143'8") de profondeur dans la ligne est et cent quarante et un pieds (141') de profondeur dans la ligne ouest, et borné, le dit emplacement, au nord par la subdivision numéro 62 du dit lot officiel, au sud par le résidu de ladite subdivision numéro 28, à l'est par la subdivision numéro 27 du dit lot officiel et à l'ouest par la subdivision numéro 71 du dit lot officiel, étant l'avenue Edwin.—That certain emplacement situate in the Town of Dorval Island forming part of subdivision number twenty-eight of lot number one thousand and twenty-seven (1027-28) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lachine measuring said emplacement ninety-four feet six inches (94'6") in width in the Northerly line, one hundred and three feet five inches (103'5") in width in the Southerly line, one hundred and forty-three feet eight inches (143'8") in depth in the Easterly line and one hundred and forty-one feet (141') in depth in the Westerly line, and bounded said emplacement to the North by subdivision number 62 of said official lot, to the South by the residue of said subdivision number 28, to the East by subdivision number 27 of said official lot and to the West by subdivision number 71 of the said official lot, being Edwin Avenue.	\$ 302.70	\$ 51.49	\$ 354.19
Dorval Island Park Co. Ltd.	Ce certain emplacement situé en la ville de l'Île Dorval, formant partie de la subdivision numéro trente-six du lot numéro mille vingt-sept (1027-36) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant, ledit emplacement, trois cent trente et un pieds (331') dans la ligne nord-est, et deux cent soixante-dix-sept pieds (277') dans la ligne sud-ouest, borné, ledit emplacement, en front par une emprise étant partie de la subdivision numéro 59 du dit lot officiel, en arrière par le Lac St-Louis, au nord-est par la subdivision numéro 37 du dit lot officiel et au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro 36.—That certain emplacement situate in the Town of Dorval Island forming part of subdivision number thirty-six of lot number one thousand and twenty-seven (1027-36) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lachine measuring said emplacement three hundred and thirty-one feet (331') in the North-East line, and two hundred and seventy-seven feet (277') in the South-West line, bounded said emplacement in front by a right of way being part of subdivision number 59 of said official lot, in rear by Lake St. Louis, to the North-East by sub-division number 37 of said official lot and to the South-West by the residue of the said subdivision number 36.	\$ 366.40	\$ 62.33	\$ 428.73

Paroisse de Lachine.—Parish of Lachine

Nom du propriétaire	Description officielle	Taxes générales et spéciales au 1er oct. 1938	Taxes scolaires au 1er oct. 1938	Total
Nome of Owner	Official Description	General and Special Taxes to Oct. 1st, 1938	School taxes to Oct. 1st, 1938	
Dorval Island Park Co. Ltd.	1027-37	\$ 1,607.32	\$ 273.42	1,880.74
" "	1027-73, 74, 75	258.26	43.93	302.19
" "	1027-81 et-and 82	176.78	30.07	206.85
" "	1027-84	144.68	24.61	169.29
" "	1027-95	56.79	9.66	66.45
" "	1027-103, 104, 105	274.06	46.62	320.68
" "	1027-109 à-to 119	1,061.67	180.60	1,242.27
" "	1027-121 à-to 130	955.50	162.54	1,118.04
" "	1027-132 à-to 141	918.46	156.24	1,074.70
" "	1027-143 et-and 144	750.59	127.68	878.27
" "	1027-146 à-to 150	543.17	92.40	635.57
" "	1027-156	125.44	21.34	146.78
" "	1027-158 et-and 159	199.99	34.02	234.01
" "	1027-162, 163, 164	239.49	40.74	280.23
" "	1027-166 et-and 167	195.05	33.18	228.23
" "	1027-172	78.02	13.27	91.29
" "	1027-178 et-and 179	167.89	28.56	196.45
" "	1027-181	74.07	12.60	86.67
" "	1027-189 et-and 190	186.66	31.75	218.41
" "	1027-192 à-to 201	1,067.10	181.53	1,248.63
" "	1027-205 et-and 206	131.84	22.43	154.27
" "	1027-208 à-to 223	1,274.46	216.82	1,491.28
" "	1027-225 et-and 226	195.05	33.18	228.23
" "	1027-231 à-to 235	310.09	52.76	362.85
" "	1027-236	66.66	11.34	78.00
" "	1027-238	71.60	12.18	83.78
" "	1027-240 à-to 246	562.43	95.68	658.11
" "	1027-249 et-and 250	191.60	32.59	224.19
" "	1027-252	59.26	10.08	69.34
" "	Ce certain emplacement situé en la ville de l'Île	\$ 51.85	\$ 8.82	\$ 60.67

Dorval, formant la partie est de la subdivision numéro deux cent cinquante-quatre du lot mille vingt-sept (1027-254) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant, ledit emplacement, quarante-deux pieds (42') dans sa ligne sud, soixante pieds et demi (60½') dans sa ligne nord, et cinquante pieds (50') dans sa ligne est, et borné, ledit emplacement, comme suit: à l'est par la subdivision numéro 251 du dit lot officiel, une rue, à l'ouest par le résidu de ladite subdivision numéro 254, au sud, par la subdivision numéro 253 du dit lot officiel et au nord par la subdivision 255 du dit lot officiel. — That certain emplacement situate in the Town of Dorval Island forming the East part of subdivision number two hundred and fifty-four of lot one thousand and twenty-seven (1027-254) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lachine, measuring said emplacement forty-two feet (42') in its southerly line, sixty and one-half feet (60½') in its northerly line and fifty feet (50') in its easterly line, and bounded said emplacement as follows: to the East by subdivision number 251 of said official lot, a street, to the West by the residue of said subdivision number 254, to the South by subdivision number 253 of said official lot and to the North by subdivision 255 of said official lot.

Dorval Island Park Co. Ltd., Ce certain emplacement situé en la ville de l'Île \$ 71.60 \$ 12.18 \$ 83.78
Dorval formant la plus grande partie de la subdivision numéro deux cent cinquante-cinq du lot numéro mille vingt-sept (1027-255) mesurant, le dit emplacement, quatre-vingt-quatorze pieds (94') dans la ligne est et soixante pieds et demi (60½') dans la ligne sud, et borné, ledit emplacement, à l'est par la subdivision numéro 251 du dit lot officiel, à l'ouest par le résidu de ladite subdivision 255, au sud par la subdivision numéro 254 du dit lot officiel, et au nord, par une rue, étant la subdivision numéro 62 du dit lot officiel. — That certain emplacement situate in the Town of Dorval Island forming the greater part of subdivision number two hundred and fifty-five of lot number one thousand and twenty-seven (1027-255) measuring said emplacement ninety-four feet (94') in the Easterly line and sixty and one-half feet (60½') in the Southerly line, and bounded said emplacement to the East by subdivision number 251 of said Official lot, to the West by the residue of the said subdivision 255, to the South by subdivision number 254 of said official lot, and to the North by a street being subdivision number 62 of said official lot.

Paroisse de Lachine.—Parish of Lachine.

Dorval Island Park Co. Ltd.	1027-261 et-and 262	\$ 120.00	\$ 20.41	\$ 140.41
" "	1027-264	59.26	10.08	69.34
" "	1027-269 et-and 270	175.30	29.82	205.12

Donné sous mon seing, en l'Hôtel-de-Ville, Given under my hand at the Town Hall, Town
Ville de l'Île Dorval, ce 5ième jour d'octobre of Dorval Island, this 5th day of October, 1938.
1938.

Le secrétaire-trésorier,
W. D. WALKER.

W. D. WALKER,
Secretary-Treasurer.

4921—40-2

4922—40-2-0

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable COPY of the Report of a Committee of the
Conseil Exécutif en date du 27 septembre 1938, Honourable Executive Council dated Sep-

approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 septembre 1938.

Concernant une correction à l'arrêté ministériel No 1845, du 10 septembre 1938, relatif au métier du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est.

No 2015

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du 27 septembre (1938), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail, (1 George VI, chapitre 49, amendée par 2 George VI, chapitre 52), la correction suivante à l'arrêté ministériel No 1845, du 10 septembre 1938, modifiant le décret relatif au métier du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est, déclaré obligatoire par l'arrêté ministériel No 692, du 7 mai 1938:

Les mots: "le taux de salaire des menuisiers sera de \$0.40 à \$0.45" apparaissant à la première modification dudit arrêté, doivent se lire ainsi: "le taux de salaire des menuisiers sera porté de \$0.40 à \$0.45".

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

4929-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 27 septembre 1938 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 septembre 1938.

No 2012

Concernant une modification à l'Ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables. (Mécaniciens de machine fixes).

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 27 septembre (1938), recommande:

Que le deuxième paragraphe, apparaissant sous le titre "Dispositions Finales" de la section 12 de l'article 3 de l'Ordonnance No 6, préparée par l'Office des salaires raisonnables en faveur des mécaniciens de machines fixes, soit rappelé et remplacé par le suivant:

"La présente Ordonnance (No 6) sera en vigueur du 15 mai 1938 au 15 octobre 1938, et sera alors renouvelée pour une période de six mois, à moins d'ordonnance au contraire et de décision du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil à l'encontre d'icelle."

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

4933-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 27 septembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 septembre 1938.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de la construction de la région de Hull.

* No. 2016

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du 27 septembre (1938), recommande:

tember 27th., 1938, approved by the Lieutenant-Governor on September 28th., 1938.

Concerning a correction to order in council No. 1845, of September 10th., 1938, relating to the building trade in the district of the Eastern Townships.

No. 2015

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 27th. (1938), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 George VI, Chapter 49, amended by 2 George VI, Chapter 52), the following correction to order in council No. 1845, of September 10th., 1938, amending the decree relating to the building trade in the district of the Eastern Townships, declared obligatory by Order in Council No. 692, of May 7th., 1938:

The words: "the rates of wages of carpenters shall be \$0.40 to \$0.45" mentioned in the first modification of the said order in council, shall read as follows: "the rates of wages of carpenters shall be raised from \$0.40 to \$0.45."

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

4930-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 27th., 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 28th., 1938.

No. 2012

Concerning a modification to Ordinance No. 6, of the Fair Wage Board. (Stationary engine-men).

The Honourable Minister of Labour in a memorandum dated September 27th., (1938), recommends:

That the second paragraph, entitled "Final Provisions" of Section 12 of Article 3 of Ordinance No. 6, prepared by the Fair Wage Board in favour of stationary engine-men, be repealed and replaced by the following:

"The present Ordinance (Number 6) shall be in force from the 15th. of May, 1938 to the 15th. of October, 1938, and then shall be renewed for a period of six months, unless an Ordinance is issued to the contrary and of decisions of the Lieutenant-Governor in Council against same."

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

4934-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 27th., 1938, approved by the Lieutenant-Governor on September 28th., 1938.

Concerning a modification to the decree relating to the trades in the district of Hull.

No. 2016

The Honourable Minister of Labour in a memorandum dated September 27th., (1938), recommends:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail, (1 George VI, chapitre 49, amendée par 2 George VI, chapitre 52), la modification suivante au décret relatif aux métiers de la construction de la région de Hull, déclaré obligatoire par l'arrêté ministériel No 968, du 3 juin 1938:

L'article XVI suivant est radié:

"XVI. Il est stipulé que le présent décret sera administré par le comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, chargé de mettre en application l'arrêté ministériel No 1387, du 19 mai 1937, ou tout autre comité conjoint l'ayant dûment remplacé. Cependant, les parties signataires pourront, avec un avis de trente jours dans la *Gazette officielle de Québec*, se soustraire de l'administration du comité conjoint des métiers de la construction de Montréal et former leur propre comité conjoint."

Ce rappel est effectif à compter du premier juillet 1938.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4931-o

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act, (1 George VI, Chapter 49, amended by 2 George VI, Chapter 52), the following modification to the decree relating to the building trades in the district of Hull, declared obligatory by Order in Council No. 968 of June 3rd., 1938:

The following Section XVI is repealed:

"XVI. It is stipulated that the present decree shall be administered by the Joint Committee of the Building Trades of Montreal, charged with the enforcement of Order in Council No. 1387 of the 19th of May, 1937, or any other joint committee duly replacing same. However, the contracting parties may, with a 30-day notice in the *Quebec Official Gazette*, evade from the administration of the Joint Committee of the Building Trades of Montreal and form a joint committee of its own."

This repeal is effective from July 1st, 1938.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4932-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 27 septembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 septembre 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 27th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on September 28th, 1938.

Concernant une modification à l'ordonnance numéro 14 de l'Office des salaires raisonnables. (Employés préposés à l'entretien des édifices publics.)

Concerning a modification to Ordinance No. 14 of the Fair Wage Board. (Public buildings maintenance men).

No 2013

No. 2013

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du 27 septembre (1938), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 27th, (1938), recommends:

Que le deuxième paragraphe, apparaissant sous le titre "Disposition Finale" de l'article 39—partie III—de l'Ordonnance numéro 14 préparée par l'Office des salaires raisonnables en faveur des employés préposés à l'entretien des édifices publics, soit remplacé par le suivant:

That the second paragraph, entitled "final provision" of Article 39—part III—of the Ordinance No. 14, prepared by the Fair Wage Board in favor of public buildings maintenance men, be replaced by the following:

"La présente Ordonnance (numéro 14), sera en vigueur du 15 octobre 1938 et sera maintenue en vigueur jusqu'au 31 août 1939. Elle sera alors renouvelée pour une période d'un (1) an, à moins d'ordonnance ou d'arrêté ministériel au contraire."

"The present Ordinance (number 14), shall be in force from the 15th. of October 1938 and shall be maintained in effect until the 31st. of August 1939. Then, it shall be renewed for a period of one (1) year, unless an ordinance or an order in council is issued to the contrary."

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4935-o

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4936-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE GRANDE-BAIE

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF GRANDE-BAIE

AVIS AUX CRÉANCIERS

NOTICE OF CREDITORS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation municipale de la paroisse de Grande-Baie soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe b de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers, un plan de réorga-

Notice is hereby given that, under Rule of Practice number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the municipal corporation of the parish of Grande-Baie, shall submit in conformity with the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors, a plan of financial reorganization, a

nisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills Privés, Chambre No 81, Edifice A, de l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, mercredi, le 9 novembre 1938, à 12 heures (midi).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat de dépôt, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Daté à Grande-Baie, le 10 octobre 1938.

La municipalité de la paroisse de Grande-Baie.

Le secrétaire-trésorier,

4925-0

FRS. BERGERON.

a meeting to be held at the Committee Room of the Private Bills, Room No. 81, Building A, Parliament Buildings, at Quebec, on Wednesday the 9th of November, 1938, at 12 o'clock (Noon).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Grande-Baie, October 10, 1938.

The Municipality of the Parish of Grande-Baie,

FRS. BERGERON,

Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE ST-ALEXIS-DE-LA-GRANDE-BAIE

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-ALEXIS-DE-LA-GRANDE-BAIE

AVIS AUX CREANCIERS

NOTICE TO CREDITORS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation municipale du village St-Alexis-de-la-Grande-Baie, soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe b de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec à ses créanciers, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills Privés, Chambre No 81, Edifice A, de l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, mercredi, le 9 novembre 1938, à 10 heures, A.M.

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée, afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat de dépôt, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au

Notice is hereby given, under rule of practice Number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the Municipal Corporation of the Village of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, shall submit in conformity with the provisions of paragraph b of article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held at the Committee Room of the Private Bills, Room No. 81, Building A, Parliament Buildings, at Quebec, on Wednesday, the 9th of November, 1938, at 10 o'clock, A.M.

The interested creditors are invited to be present at the said meeting for the purpose of declaring their opposition, if any, to the plan to be submitted.

The creditor present, in order to have the right to vote at the said meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a Trust Company or a Notary. If he be represented, his proxy must produce besides the claim or the certificate, hereinabove mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor himself.

The certificate of deposit and the power of attorney must correspond with the Form 2 of the rule of practice Number 3 of the Quebec Municipal Commission.

Interested parties may secure a copy of the plan of the financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, upon request

secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Daté à Grande-Baie, le 10 octobre 1938.

La municipalité du village St-Alexis-de-la-Grande-Baie,

Le secrétaire-trésorier,
FRS. BERGERON.

4927-o

addressed to the Secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Grande-Baie, October 10, 1938.

The Municipality of the Village of St-Alexis-de-la-Grande-Baie,

FRS. BERGERON,
Secretary-treasurer.

4928

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe, dont le siège social est situé à St-Hyacinthe ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2017 du 28 septembre 1938.

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"Art. 24. Dans les cités ou villes de St-Hyacinthe, Drummondville, Granby, Sorel et dans tout autre endroit de la juridiction territoriale de la convention ayant plus de cinq mille âmes de population, un certificat de qualification sera obligatoire pour tous les compagnons et apprentis barbiers et coiffeurs pour hommes ou pour dames qui y exercent leur profession.

Les présents règlements valident les cartes de compétence dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme "bona fide" par l'honorable ministre du Travail pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2 Geo. VI, chapitre 52."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 octobre 1938.

4937-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le certificat de qualification a été déclaré obligatoire (Arrêté ministériel No 1679 du 30 août 1938) pour les salariés de l'industrie de la fourrure visés par le décret relatif à l'industrie de la fourrure dans le district de Québec (Arrêté ministériel No 1402 du 9 août 1938).

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"25. Conformément à l'article 25 (1 Geo. VI, ch. 49 et ses amendements) le comité rend obligatoire le certificat de qualification (carte de compétence) pour tous les employés du commerce et de l'industrie de la fourrure tombant sous la juridiction du comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, et de l'ordre en conseil No 1402—concernant l'industrie de la fourrure, de Québec.

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the St. Hyacinthe jurisdiction, whose corporate seat is in St. Hyacinthe have been approved by Order-in-Council No 2017 of the 28th of September 1938.

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"Art. 24. In the cities or towns of St. Hyacinthe, Drummondville, Granby, Sorel and in any other place of the territorial jurisdiction of the agreement having a population of more than 5,000, a certificate of competency shall be obligatory for all journeymen and apprentices barbers and hairdressers, for men or women, who practise their trade in the said cities or towns.

The present by-laws render valid the certificates of competency which have been issued by labour organizations recognized as bona fide by the Honourable the Minister of Labour, provided that such issue has taken place before the 18th of March 1938, date of assentment of Act 2, Geo. VI, chapter 52."

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1938

4938-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 26 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the certificate of competency has been declared obligatory (Order-in-Council No. 1679 of the 30th of August 1938) for the employees of the fur industry contemplated by the decree relating to the fur industry of the Quebec District (Order-in-Council No. 1402 of August 9th 1938).

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"25. In conformity with Section 25 (1 Geo. VI, ch. 49 and its amendments) the Committee renders obligatory the certificate of competency for all employees of the fur trade and industry coming within the jurisdiction of the Joint Committee of the Fur industry, Quebec District and of Order in Council No. 1402—concerning the fur industry of Quebec.

Les présents règlements valident les cartes de compétence dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme "*bona fide*" par l'honorable ministre du Travail pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2 Geo. VI, chapitre 52."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail,
Ministère du Travail,
Québec, ce 8 octobre 1938. 4939-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le certificat de qualification a été déclaré obligatoire (Arrêté ministériel No 1105 du 2 juillet 1938) pour les salariés de l'industrie de la réparation des chaussures visés par le décret relatif à l'industrie de la réparation des chaussures du district de Montréal (Arrêté ministériel No 691 du 7 mai 1938).

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"Le bureau des examinateurs aura le droit de décider de la compétence de tout employé ou artisan et de placer tel employé ou artisan dans la classe à laquelle il ou elle appartient.

Le bureau de examinateurs chargera un taux de soixante-quinze centins (\$0.75) pour l'examen d'un artisan, de cinquante centins (\$0.50) pour celui d'un ouvrier qualifié et de vingt-cinq centins (\$0.25) pour celui d'un apprenti.

Tel honoraire sera payable au comité.

Le comité conjoint, par ses représentants, nommément le bureau des examinateurs, aura le droit de décerner un certificat de qualification à chaque personne employée dans le commerce ci-haut mentionné."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail,
Ministère du Travail,
Québec, ce 8 octobre 1938. 4943-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, que le certificat de qualification a été déclaré obligatoire (Arrêté ministériel No 1490 du 20 août 1938) pour les salariés de l'industrie de l'automobile visés par le décret relatif à l'industrie de l'automobile du district de Québec (Arrêté ministériel No 765 du 13 mai 1938).

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"25. Conformément à l'article 25 (1 Geo. VI, ch. 49, et ses amendements) le comité rend obligatoire le certificat de qualification (carte de compétence) pour tous les employés du commerce et de l'industrie de l'automobile tombant sous la

The present by-laws render valid the certificates of competency which have been issued by labour organizations recognized as *bona fide* by the Honourable the Minister of Labour, provided that such issue has taken place before the 18th of March 1938, date of assentment of Act 2, Geo. VI, chapter 52."

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1938. 4940-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 26 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the certificate of competency has been declared obligatory (Order-in-Council No. 1105 of the 2nd of July 1938) for the employees of the shoe repairing industry contemplated by the decree relating to the shoe repairing industry in the Montreal District (Order-in-Council No. 691 of May 7th 1938).

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"The Board of Examiners shall have the right to decide as to the competency of any employee and artisan and to pass such employee or artisan in the class in which he or she should belong.

The Board of Examiners shall charge a fee of seventy-five cents (\$0.75) for the examination of an artisan and fifty cents (\$0.50) for the examination of a skilled worker and twenty-five cents (\$0.25) for an apprentice.

Such fee shall be payable to the committee.

The Joint Committee, through its representatives namely the Board of Examiners shall have the rights to issue to each person employed in the trade a certificate of competency."

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1938. 4944-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 26 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the certificate of competency has been declared obligatory (Order-in-Council No. 1490 of the 20th of August, 1938) for the employees of the automobile industry contemplated by the decree relating to the automobile industry in the Quebec District (Order-in-Council No. 765 of May 13th, 1938).

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"25. In conformity with Section 25 (1 Geo. VI, ch. 49, and its amendments) the Committee renders obligatory the certificate of competency for all employees of the automobile trade and industry coming within the jurisdiction of the

juridiction du comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec, et de l'ordre en conseil No 765, concernant les garagistes de Québec."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 octobre 1938.

4945-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le certificat de qualification a été déclaré obligatoire (Arrêté ministériel No 1680 du 30 août 1938) pour les salariés de l'industrie de la réparation des chaussures usagées visés par le décret relatif à l'industrie de la réparation de la chaussure du district des Cantons de l'Est (Arrêté ministériel No 970 du 3 juin 1938).

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"Article 13: Le comité paritaire décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi que le certificat de qualification soit obligatoire pour les ouvriers de métier mentionnés à la convention. Tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains les métiers mentionnés dans la convention devra aussi présenter son certificat de qualification.

Les présents règlements valident les cartes de compétence dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme *bona fide* par l'honorable ministre du Travail pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2 Geo. VI, chapitre 52.

Art. 15: Le comité est le Bureau des Examinateurs, autorisé à décerner des certificats de qualification et à prélever les honoraires prévus par la loi."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 octobre 1938.

4941-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 15 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2014 du 28 septembre 1938 et conformément aux prescriptions, des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 15 mai 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 15

Industrie de l'Emballage et de l'Assortissage du papier de rebut

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres, en conformité à la Loi des salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50, article 9), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation:

Ordonne et décrète que les salaires minima qui doivent être payés à la catégorie d'employés ci-après désignés et que les heures et conditions de

Joint Committee of the Automobile industry, Quebec District, and of Order-in-Council No. 765, concerning the garagists of Quebec."

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1938.

4946-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 26 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the certificate of competency has been declared obligatory (Order-in-Council No. 1680 of the 30th of August, 1938) for the employees of the shoe repairing industry contemplated by the decree relating to the shoe repairing industry of the Eastern Townships District (Order-in-Council No. 970 of June 3rd, 1938).

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"Article 13: The Joint Committee decides, in conformity with Section 25 of the Law, that the certificate of competency be obligatory for the tradesmen mentioned in the agreement. Any employer or foreman who practises himself the trades mentioned in the agreement, shall also present a certificate of competency.

The present by-laws render valid the certificates of competency which have been issued by labour organizations recognized as *bona fide* by the Honourable the Minister of Labour, provided that such issue has taken place before the 18th of March, 1938, date of assentment of Act 2, Geo. VI, chapter 52.

Art. 15: The Committee is the Board of Examiners authorized to issue certificates of competency and to charge the fees provided by the Law."

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1938.

4942-o

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 15 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 2014 of the 28th of September 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 15th of May, 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No 15

Industry of Packing and Grading Waste Paper.

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its Members, and in conformity with the Fair Wage Act (1 George VI, Chapter 50, Article 9), following a report from a conciliation committee:

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to the category of workers hereinafter designated, and the hours and working

travail à observer sont celles ci-après fixées et déterminées, savoir:

conditions to be observed and those hereinafter fixed and determined namely:

PARTIE I

Application

1. La présente ordonnance (No 15) s'applique aux salariés employés dans les établissements achetant, assortissant, empaquetant et vendant le papier de rebut dans la province de Québec.

1. The present Ordinance (No. 15) shall apply to the wage-earners engaged in establishments buying, sorting, packing and selling Waste Paper in the Province of Quebec.

PARTIE II

Echelle de Salaires et Heures de travail

2. Salaires: Les taux minima de salaire seront les suivants:

a) Salariés de la catégorie I de l'ordonnance No 4, à l'exception des gardiens et des messagers:

Employés Employées
masculins féminins
de l'heure de l'heure

Classe A—Pas moins de 60%	\$ 0 26	\$ 0 20
Classe B—Pas plus de 25%	0 22	0 18
Classe C—Pas plus de 15%	0 17	0 16

Employés masculins et féminins faisant un même travail: Lorsque, dans le même établissement, des salariés masculins et féminins exécutent un même travail, ou du travail généralement ou fréquemment exécuté par des hommes, les salaires desdits employés féminins seront ceux stipulés pour les employés masculins.

b) Gardiens: \$0.25 de l'heure.

c) Employés de bureau: Employés réguliers: \$0.25 de l'heure; \$13.50 par semaine.

d) Messagers (décrits aux articles 33 et 40 de l'ordonnance No 4); 10c. de l'heure.

Heures de travail: La semaine régulière de travail sera de 54 heures pour tous les employés à l'exception des gardiens.

La semaine régulière de travail sera de 60 heures pour les gardiens.

Travail supplémentaire à être payé:

a) En plus de 10 heures par jour: Une fois et demie le taux régulier à moins que le total des heures de travail de la semaine égale 54, alors que le paiement du travail supplémentaire sera celui indiqué au paragraphe (c) ci-dessous.

b) En plus de 12 heures par jour dans tous les cas: Une fois et demie le taux régulier.

c) En plus de 54 ou 60 heures, selon le cas: Une fois et demie le taux régulier.

PARTIE III

Dispositions Générales

5. Taux plus élevé que le minimum: Les taux de salaire en vigueur le 1er avril 1938, qui étaient supérieurs aux minima de cette ordonnance seront considérés comme fixés et ne pourront être réduits sans la permission de l'Office.

6. Ordonnance No 4: Les dispositions de l'Ordonnance No 4 de l'Office des salaires raisonnables, qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliqueront *mutatis mutandis* aux employés visés par ladite ordonnance.

Dispositions finales

Les dispositions de la présente ordonnance sont rétroactives au 15 juin 1938 et resteront en vigueur pour six (6) mois à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

PART I

Application

1. The present Ordinance (No. 15) shall apply to the wage-earners engaged in establishments buying, sorting, packing and selling Waste Paper in the Province of Quebec.

PART II

Scale of Wages and Hours of Work

2. Wages: The minimum wage rate shall be as follows:

a) Ordinance No. 4 except watchmen and messengers:

Male Female
Employees Employees
Per hour Per hour

Class A—Not less than 60%	\$ 0 26	\$ 0 20
Class B—Not more than 25%	0 22	0 18
Class C—Not more than 15%	0 17	0 16

Male and female employees doing the same work: Where, in the same establishment, male and female wage-earners perform the same work, or work which is generally or frequently done by men, wages of the said female workers shall be those stipulated for Male Employees.

b) Watchmen: \$0.25 per hour.

c) Office employees: \$0.25 per hour; \$13.50 per week.

d) Messengers: (described in sections 33 and 40 of Ordinance No. 4); \$0.10 per hour.

3. Hours of work: The regular working week shall be 54 hours for all employees except watchmen.

The regular working week shall be 60 hours for watchmen.

Overtime to be paid:

a) Over 10 hours per day: Time and one half of the regular rate, unless the number of hours worked in any one week equals 54 hours, when payment for overtime shall be as shown in paragraph (c) below.

b) Over 12 hours per day in all cases: Time and one half of the regular rate.

c) Over 54 or 60 hours, according to the case: Time and one half of the regular rate.

PART III

General Provisions

5. Rates higher than the minimum: Rates of wages in effect on April 1st, 1938, which were higher than the minimums of this ordinance shall be considered as fixed and shall not be reduced except by permission of the Board.

6. Ordinance No. 4: The provisions of Ordinance No. 4 of the Fair Wage Board which are not incompatible with those of the present ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees contemplated by the said ordinance.

Final Provisions

The provisions of the present ordinance shall be retroactive as from June 15th, 1938, and shall remain in force for six months from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Elles se renouvelleront alors pour 12 mois à moins d'ordonnance ou de décision au contraire du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Fait à Québec, ce 22 septembre 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGE CROMP,
Membres de l'Office: C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

4947-0

They shall then be renewed for a further period of 12 months unless an ordinance or decision of the Lieutenant-Governor-in-Council is issued to the contrary.

Passed at Quebec this 22nd day of September 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGES CROMP, Vice-Chairman,
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY, Members of the Board.

4948-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 40

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ANNONCEURS:—AVIS AUX:— 3363

ADVERTISERS:—NOTICE TO:— 3363

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Métier du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est.....	3405
Métiers de la construction, district de Hull.....	3406
Ordonnance No 6 (Modification).....	3406
Ordonnance No 14, (Modification).....	3407

Building trade in the district of the Eastern Townships.....	3405
Building trades, district of Hull.....	3406
Ordinance No. 6 (Modification).....	3406
Ordinance No. 14 (Modification).....	3407

AVIS DIVERS:—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Commission de l'Industrie laitière.....	3375
Grande-Baie, paroisse de.....	3407
Le Syndicat National Catholique de la Nouveauté.....	3374
L'Union Nationale Catholique des Employés de Pompes Funèbres des Trois-Rivières et District.....	3375
St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village de.....	3408

Dairy Industry Commission.....	3375
Grande-Baie, parish of.....	3408
Le Syndicat National Catholique de la Nouveauté.....	3374
L'Union Nationale Catholique des Employés de Pompes Funèbres des Trois-Rivières et District.....	3375
St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village of.....	3408

BUREAU-CHEF:—

CHIEF OFFICE:—

Les Entreprises Equitables Ltée.....	3390
--------------------------------------	------

The Equitable Enterprises Ltd.....	3390
------------------------------------	------

CHARTES—ABANDON DE:—

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Anglo-Indian Investment Corporation.....	3390
Consolidated Funds Limited.....	3390
Falkirk Investments Limited.....	3390
George Christie (Canada) Ltd.....	3391
Quebec Gold Mining Syndicate Ltd.....	3391
Renardière St-Léonard Limitée.....	3392
Sydney McCune Incorporated.....	3391
The Community Players of Montreal, Inc.....	3391

Anglo-Indian Investment Corporation.....	3390
Consolidated Funds Limited.....	3390
Falkirk Investments Limited.....	3390
George Christie (Canada) Ltd.....	3391
Quebec Gold Mining Syndicate Ltd.....	3391
Renardière St-Léonard Limitée.....	3392
Sydney McCune Incorporated.....	3391
The Community Players of Montreal, Inc.....	3391

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Castagnier, munic. scolaire.....	3392
La Ferme, munic. scolaire.....	3392
Les Etroits, munic. scolaire.....	3392
St-Pierre-de-Broughton, munic. scolaire.....	3392
St-Séverin, munic. scolaire.....	3393

Castagnier, school munic.....	3392
La Ferme, school munic.....	3392
Les Etroits, school munic.....	3392
St-Pierre-de-Broughton, school munic.....	3392
St-Séverin, school munic.....	3393

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Drummondville, cité de (annexion).....	3393
--	------

Drummondville, city of (annexion).....	3393
--	------

ERRATUM:—

ERRATUM:—

Noreau, Maurice.....	3394
Société Coopérative Agricole de St-Nazaire.....	3394

Noreau, Maurice.....	3394
Société Coopérative Agricole de St-Nazaire.....	3394

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Algarsson Engineering Co., Ltd.....	3364
Champlain Motors Limited.....	3365
Chibougamau Centre Syndicate Inc.....	3366
Hannes Schneider Sports of Canada Ltd.....	3367
Laurier Hotel Limited.....	3370
Loyal Holdings Corporation.....	3372

Algarsson Engineering Co., Ltd.....	3364
Champlain Motors Limited.....	3365
Chibougamau Centre Syndicate Inc.....	3366
Hannes Schneider Sports of Canada Ltd.....	3367
Laurier Hotel Limited.....	3370
Loyal Holdings Corporation.....	3372

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Association des éleveurs de visons de la province de Québec..... 3394

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Barbiers et coiffeurs, district de St-Hyacinthe..... 3409

Industrie de la fourrure, district de Québec..... 3409

Industrie de la réparation de la chaussure, district des Cantons de l'Est..... 3411

Industrie de la réparation des chaussures, district de Montréal..... 3410

Industrie de l'automobile, district de Québec..... 3410

Ordonnance No 15 (Industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut.)..... 3411

NOMINATIONS:—

Diverses..... 3394

ORDRE DE COUR:—

Normandin vs Préfontaine..... 3395

SOUMISSIONS:

Sherbrooke, cité de..... 3396

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Prud'homme, Luc..... 3396

VENTE POUR TAXES:—

Ile Dorval, ville de..... 3404

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Lafamme vs Perreault et al..... 3398

La Société de Prêts et Placements de Québec vs Sawyer et al..... 3398

ARTHABASKA:—

Lacroix vs La Caisse Populaire de St-Eusèbe de Stanford..... 3399

BEAUCE:—

Fontaine vs Fontaine..... 3399

BEAUHARNOIS:—

Kinsley vs Reid..... 3400

Langevin vs Maréchal..... 3400

KAMOURASKA:—

Gamache vs Ouellet *et vir*..... 3401

MONTREAL:—

McDonald vs Investors and Traders Inc.. 3401

QUEBEC:—

La Cie Massey-Harris Ltée vs Dufresne. 3402

RIMOUSKI:—

Gagnon & Gagnon, Enrg. vs Landry.... 3402

TROIS-RIVIÈRES:—

Marchand vs Pintal..... 3403

Milot vs Désaulniers..... 3403

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Mink Breeders Association of the Province of Quebec..... 3394

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Barbers and hairdressers, district of St-Hyacinthe..... 3409

Fur industry, district of Quebec..... 3409

Shoe repairing industry, district of the Eastern Townships..... 3411

Shoe repairing industry, district of Montreal..... 3410

Automobile industry, district of Quebec. 3410

Ordinance No. 15 (Industry of packing and grading waste paper). 3411

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 3394

RULE OF COURT:—

Normandin vs Préfontaine..... 3395

TENDERS:—

Sherbrooke, city of..... 3396

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Prud'homme, Luc..... 3396

SALE FOR TAXES:—

Dorval Island, town of..... 3404

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Lafamme vs Perreault et al..... 3398

La Société de Prêts et Placements de Québec vs Sawyer et al..... 3398

ARTHABASKA:—

Lacroix vs La Caisse Populaire de St-Eusèbe de Stanford..... 3399

BEAUCE:—

Fontaine vs Fontaine..... 3399

BEAUHARNOIS:—

Kinsley vs Reid..... 3400

Langevin vs Maréchal..... 3400

KAMOURASKA:—

Gamache vs Ouellet *et vir*..... 3401

MONTREAL:—

McDonald vs Investors and Traders Inc.. 3401

QUEBEC:—

La Cie Massey-Harris Ltée vs Dufresne. 3402

RIMOUSKI:—

Gagnon & Gagnon, Enrg. vs Landry.... 3402

TROIS RIVIÈRES:—

Marchand vs Pintal..... 3403

Milot vs Désaulniers..... 3403